



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

**POLITIQUES RATIONNELLES
ET BONNES PRATIQUES
SUR L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA**

BROCHURE N°

1

Aspects généraux



POLITIQUES RATIONNELLES ET BONNES PRATIQUES SUR
L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA

Brochure 1

ASPECTS GÉNÉRAUX

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France

Site Web : <http://www.unesco.org/aids>
Courriel : aids@unesco.org

Tous droits réservés. Ce document peut être librement revu, résumé, reproduit ou traduit, en tout ou en partie, mais non vendu ou employé à des fins commerciales.
Référence suggérée pour les citations :

UNESCO. 2010. Brochure 1 : Aspects généraux. Politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA (série de brochures). Paris, UNESCO.

Conception graphique et maquette : Anna Mortreux

Composition et impression aux presses de l'UNESCO
© UNESCO 2010

Imprimé en France
(ED-2006/WS/2 Rev. cld 4886.9)

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et acronymes	4
Remerciements	5
Avant-Propos	6
1. Le Secteur de l'éducation et le VIH & SIDA	8
1.1 Les effets du VIH et du SIDA sur la demande et l'offre éducatives et sur la qualité de l'éducation	8
1.2 Il faut davantage de données et de travaux de recherche	8
1.3 Une évolution continue des curricula et des méthodes	10
2. Les politiques et programmes d'intervention	10
2.1 Quels sont les acquis ?	10
2.2 Que faire à présent ?	13
2.3 Où se situent les lacunes ?	25
Bibliographie	26
Réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA	28
Outils d'appui fonctionnel d'EDUSIDA	28
Sites Web utiles	30

SIGLES ET ACRONYMES

ADEA	.....	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
ARV	.....	Antirétroviral
TAR	.....	Thérapie antirétrovirale
DEMMIS	.....	Système intégré de gestion et de suivi de l'éducation au niveau des districts
EDC	.....	Education Development Center, Inc.
EDUSIDA	.....	Initiative mondiale de l'ONUSIDA sur l'éducation et le VIH & SIDA
EPT	.....	Éducation pour tous
IE	.....	Internationale de l'éducation
EMIS	.....	Système intégré de gestion de l'éducation
ESART	.....	EduSector AIDS Response Trust
CGE	.....	Campagne mondiale pour l'éducation
GFATM	.....	Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme
GSHS	.....	Enquête mondiale sur la santé des enfants scolarisés
VIH	.....	Virus d'immunodéficience humaine
ETII	.....	Équipe de travail inter-institutions
TIC	.....	Technologies de l'information et de la communication
IIPÉ	.....	Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation
OIT	.....	Organisation internationale du Travail
JICA	.....	Agence japonaise pour la coopération internationale
NANTU	.....	Union nationale des enseignants de Namibie
OMD	.....	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	.....	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	.....	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PNUD	.....	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	.....	Syndrome d'immunodéficience acquise
UNESCO	.....	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	.....	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
OMS	.....	Organisation mondiale de la santé

REMERCIEMENTS

La présente brochure a été initialement produite par la Section de l'éducation pour une meilleure qualité de la vie de la Division de la promotion d'une éducation de qualité de l'UNESCO et rédigée PAR Kathy Attawell (consultante) et Katharine Elder (UNESCO). Elle a été mise à jour et rééditée par la Section VIH et SIDA de la Division de la coordination des politiques des Nations Unies en matière d'éducation de l'UNESCO.

Les auteurs tiennent à remercier, en particulier, pour leur soutien Mary Joy Pigozzi, Christopher Castle et Dulce Almeida-Borges de l'UNESCO, qui sont à l'origine de l'élaboration de cette brochure et des autres de la même série. Ils remercient également pour leurs observations tous ceux qui ont relu les versions précédentes de ce texte, à savoir Jack Jones (OMS) ; Rick Olson, Cooper Dawson et Cream Wright (UNICEF) ; et Lucinda Ramos, Sanye Gulser Corat, Justine Sass, Tania Boler, Ted Nierras et Anna Maria Hoffmann (UNESCO).

Les auteurs sont reconnaissants aux membres du personnel de l'UNESCO qui ont contribué à ce travail en apportant leurs suggestions et observations et en relisant divers projets, en particulier Christoforos Mallouris et Rebecca Ferguson, qui ont mis à jour l'édition anglaise de 2008.

L'élaboration de cette brochure n'aurait pas été possible sans la coopération et l'assistance de collègues de l'UNESCO et d'autres qui ont enrichi cette brochure de leurs expériences personnelles, des enseignements qu'ils en ont tirés et d'importants documents et autres matériels.

AVANT-PROPOS

Les effets du VIH et du SIDA sur les systèmes éducatifs et dans les salles de classe partout dans le monde sont de plus en plus considérés comme un obstacle important sur la voie du développement, pour ce qui est notamment de réaliser l'éducation pour tous (EPT) et d'atteindre les six objectifs définis par le Forum mondial sur l'éducation, à Dakar, en avril 2000. Pour continuer de progresser vers ces six objectifs, il faut un surcroît de volonté et d'action en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies globales qui tiennent compte de l'impact du VIH et du SIDA sur les apprenants, les éducateurs, les établissements d'enseignement et l'ensemble du secteur de l'éducation. Par ailleurs, des objectifs de développement plus vastes touchant la réduction de la pauvreté, l'accès à la santé et l'expansion de l'éducation, notamment ceux inscrits dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ne sauraient être atteints sans une prise en compte effective de l'épidémie du SIDA et une réponse adéquate à ce phénomène.

Des difficultés nous attendent, mais aussi des possibilités de planifier l'avenir de manière stratégique en tirant parti des expériences passées et des leçons que nous en tirons.

Le besoin d'une meilleure information d'ordre empirique sur les interventions réussies en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA se fait encore sentir mais l'on en sait déjà beaucoup sur les bonnes pratiques et politiques en matière de réponses du secteur de l'éducation à cette épidémie. Cette série de brochures consacrée aux politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA vise à élargir le champ de nos connaissances par des idées nouvelles, des constats essentiels et des exemples de programmes. Les personnes chargées d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes peuvent se référer à ces constats et exemples pour préparer les systèmes éducatifs à faire face aux besoins des apprenants et des éducateurs.

Cette série de brochures part du principe que le rayonnement du système éducatif ne se limite pas à l'école et touche le foyer, la communauté, le centre religieux et d'autres lieux d'apprentissage, faisant ainsi intervenir les pratiques éducatives en milieu formel, non formel et informel.

Considérant que seules les solutions locales permettront de surmonter les difficultés locales, cette série de brochures se donne pour objet de rassembler diverses expériences en matière de programmes et de politiques émanant de différentes régions sur lesquelles il serait possible de s'appuyer pour pourvoir aux besoins en matière d'éducation sur le VIH et le SIDA au niveau des communautés, des districts et des pays.

Notre espoir est que cette série consacrée aux politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA sera utilisée par un large éventail de personnes qui s'emploient à répondre au VIH et au SIDA par le biais de l'éducation. L'inventaire n'est aucunement exhaustif et les exemples donnés sont censés inspirer des approches novatrices qui tirent parti des ressources, des compétences et des expériences existantes. Ces brochures sont aussi censées constituer des documents « vivants » qui se prolongeront dans les progrès futurs. C'est ainsi qu'en 2008, les trois premières brochures de cette série ont été révisées et actualisées par l'inclusion de nouveaux exemples et contacts essentiels, et de nouvelles brochures ont été mises au point pour fournir une information plus approfondie et des exemples sur d'autres domaines thématiques essentiels.

Nous espérons que les utilisateurs de ces brochures et d'autres de la même série y verront des outils utiles. Les réactions des utilisateurs seront les bienvenues et nous les encourageons à aider au développement de cette série de publications par leurs contributions et leurs expériences.

Mark Richmond

Directeur de la Division de la coordination des priorités des Nations Unies
en matière d'éducation

Coordonnateur général de l'UNESCO pour le VIH et le SIDA

Brochure **1**

ASPECTS GÉNÉRAUX

1. LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA

Le secteur de l'éducation peut effectivement contribuer dans une large mesure aux réponses nationales et internationales à l'épidémie du VIH. Dans les contextes d'éducation formelle, ce secteur peut toucher les enfants et les adolescents par une action éducative sur le VIH et le SIDA. Par l'apprentissage dans des contextes d'éducation non formelle, cette action éducative peut toucher les enfants et les adolescents non scolarisés, les parents et les communautés. Ce travail d'éducation sur le VIH et le SIDA peut en outre constituer un puissant moteur de règlement d'enjeux plus profonds d'ordre socioéconomique et culturel ou de développement - inégalités entre les sexes, problèmes sanitaires, pauvreté, exclusion sociale et stigmatisation de couches essentielles de la population telles que les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes, les travailleurs du sexe et les utilisateurs de drogues injectables.

Pour relever les défis de la mise en œuvre de programmes efficaces sur le VIH et le SIDA, le secteur de l'éducation doit prendre en considération les éléments suivants :

- assurer la qualité et le caractère inclusif de l'éducation pour tous ;
- assurer la formation continue nécessaire à l'exécution de programmes d'apprentissage efficaces ;
- mettre en place des environnements d'apprentissage sûrs et productifs, y compris des environnements de travail favorables aux enseignants ;

- institutionnaliser les politiques du secteur relatives au VIH et au SIDA par des mécanismes opérationnels de mise en œuvre à tous les niveaux - du système éducatif, des districts et des écoles ;
- établir des liens avec les communautés afin de jouer un rôle important dans les activités de soins et de soutien axées sur les écoles, s'agissant en particulier des orphelins et autres enfants vulnérables ;
- se pencher sur les incidences du VIH sur le secteur lui-même, s'agissant en particulier du personnel enseignant ; et
- instaurer, renforcer et entretenir des partenariats stratégiques avec d'autres secteurs.

Pour réunir tous les éléments ci-dessus, il faut diffuser largement les enseignements tirés de l'expérience quant à ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Le suivi et l'évaluation des programmes et des politiques doivent être prioritaires pour toutes les parties prenantes et un travail de recherche s'impose pour mieux comprendre les enjeux.

Nombre de sujets parmi ceux qui viennent d'être mentionnés seront traités davantage dans les brochures de la série sur les *Politiques rationnelles et bonnes pratiques sur l'éducation et le VIH & SIDA*. On trouvera ci-dessous un aperçu de ces sujets.

1.1 Les effets du VIH et du SIDA sur la demande et l'offre éducatives et sur la qualité de l'éducation

Dans certains pays, l'épidémie réduit la demande d'éducation, parce que les enfants tombent malades ou sont retirés de l'école et que de moins en moins de ménages ont les moyens financiers nécessaires pour assurer l'éducation de leurs enfants. Cela étant, on peut difficilement définir des règles générales quant à l'impact du VIH et du SIDA sur la demande d'éducation et il importe donc d'établir des hypothèses concernant la diminution des inscriptions. L'un des problèmes tient au manque de données précises sur cette question. À titre d'exemple, au Botswana, les taux d'absentéisme sont relativement faibles dans l'enseignement primaire et certains éléments donnent à penser que les taux de fréquentation scolaire des orphelins sont supérieurs à ceux des enfants dont les deux parents sont encore en vie. Au Malawi et en Ouganda, pays où l'absentéisme est fréquent chez tous les élèves en âge de fréquenter une école primaire, la différence entre les taux de fréquentation des orphelins et des autres élèves est moins grande que prévu (Bennell, Hyde et Swainson, 2002).

Dans certains pays, le VIH et le SIDA auraient des effets sur l'offre éducative, parce que les enseignants et les administrateurs tombent malades et meurent ou parce que moins de ressources sont consacrées à l'éducation. Entre autres effets, il y a l'augmentation de l'absentéisme résultant des interruptions de cours et de la détérioration de la qualité de l'éducation ; la perte d'enseignants formés et expérimentés qui aboutit à des pénuries de ressources humaines et à des difficultés d'affectation des enseignants dans les zones rurales ; une concentration accrue des éducateurs dans les zones urbaines surtout si, pour des raisons médicales, les enseignants ne doivent pas s'éloigner d'un hôpital ; et un accroissement des coûts. À titre d'exemple, la moitié du budget de l'Union nationale des enseignants de Namibie (NANTU) est consacrée au paiement d'allocations à ses membres touchés par des décès liés au SIDA.

1.2 Il faut davantage de données et de travaux de recherche

On constate un manque de données claires sur l'impact du VIH et du SIDA sur les enseignants. On dispose de peu d'évaluations des risques pour la profession d'enseignant ou d'études consacrées à l'impact sur les enseignants et autres membres

du personnel de l'éducation - pas plus qu'il n'y a accord sur l'ampleur de cet impact, y compris dans des pays fortement touchés par l'épidémie.

Il faut d'urgence procéder à des évaluations détaillées des risques, suivre l'évolution de la maladie et des décès dans le corps enseignant, mettre en œuvre des programmes de prévention novateurs à l'intention des éducateurs et faire en sorte que les éducateurs touchés aient accès aux traitements et autres services.

Les recherches sont encore plus rares en ce qui concerne l'impact de l'épidémie sur les gestionnaires du secteur de l'éducation, qui sont en tout état de cause peu nombreux et viennent essentiellement des rangs des éducateurs ayant le plus d'ancienneté, et les incidences de cette situation sur la gestion, l'administration et le contrôle financier du système.

La qualité de l'éducation peut pâtir de ces pénuries de ressources et de planificateurs, d'administrateurs et d'éducateurs, qui sont souvent remplacés par des enseignants moins expérimentés.

La qualité de l'éducation se dégrade lorsque les éducateurs manquent d'expérience ou sont contraints de s'absenter parce qu'ils sont malades ou qu'ils doivent assister à des enterrements ou prendre soin de membres de leur famille qui sont malades. L'absentéisme des enseignants, les interruptions de cours et la diminution du nombre des enseignants accroissent les ratios d'élèves par enseignant et diminuent la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. L'impact des contraintes et du stress croissants subis par les enseignants du fait des problèmes liés au SIDA dans la communauté et parmi les élèves a des effets sur leur motivation et leur productivité et risque de compromettre une qualité de l'éducation qui pâtit déjà d'un manque chronique de moyens financiers. La pandémie du VIH et du SIDA c'est aussi le risque que les ressources consacrées à l'éducation s'amenuisent parce que les fonds doivent être consacrés aux salaires, aux prestations et au traitement des malades.

Mesurer l'impact

En Afrique du Sud, le Conseil des relations professionnelles dans l'éducation, le Conseil de la recherche sur la santé et le Conseil de la recherche médicale ont modélisé la collecte de données sur les éducateurs séropositifs dans le pays (Rehle *et al.*, 2005). Leur étude sur les déterminants de l'offre et de la demande d'éducateurs dans les écoles publiques était centrée sur les objectifs suivants :

1. Mesurer la prévalence du VIH et des maladies liées au SIDA parmi les éducateurs.
2. Déterminer les facteurs qui alimentent l'épidémie de VIH parmi les éducateurs.
3. Déterminer les tendances géographiques de l'épidémie.
4. Évaluer la proportion d'éducateurs qui quittent le système éducatif et les raisons de ces départs.
5. Déterminer l'impact du SIDA sur l'offre et la demande d'éducateurs et utiliser ces données pour estimer le nombre d'éducateurs qui seront nécessaires à l'avenir.
6. Étudier et revoir les politiques en matière de congé maladie, de fonds de pension et d'assurance handicap pour déterminer si elles correspondent aux besoins des éducateurs.
7. Évaluer la pression supplémentaire que le VIH et le SIDA exercent sur le moral et la productivité des éducateurs.

Quelques constats ressortent de cette étude : la prévalence du VIH chez les éducateurs était de 13 % ; les facteurs qui alimentent l'épidémie parmi les éducateurs étaient la multiplicité des partenaires, les partenaires beaucoup plus jeunes ou plus âgés et les faibles taux d'utilisation de préservatifs ; la prévalence était supérieure à 10 % dans tous les districts métropolitains et à 20 % dans 11 districts de trois provinces ; au moins 10 000 enseignants avaient un besoin immédiat de thérapie antirétrovirale (TAR) ; 63 % des éducateurs touchés par le VIH et le SIDA envisageaient de démissionner, contre 51 % pour les autres éducateurs. Les mesures de prévention recommandées consistaient notamment à : encourager les enseignants

**« Chaque jour mon secrétariat reçoit un nouvel avis de décès »
Le Président du NANTU**

des deux sexes à avoir des partenaires de leur âge ; et réduire les absences prolongées du foyer. Les mesures de traitement et de soins recommandées consistaient notamment à : accroître l'accès à la prophylaxie et au traitement des infections opportunistes ; mettre la TAR à la disposition d'environ 10 000 éducateurs grâce à des programmes d'aide médicale sur le lieu de travail.

Selon une étude de l'Université du Sussex, les enseignants ne sont pas plus touchés par le VIH et le SIDA que le reste de la population adulte. Dans certains pays, les enseignants sont même moins touchés par l'épidémie. Cette étude contestait les hypothèses qui font des enseignants un groupe à risque plus élevé et elle met en lumière les différentiels de taux de mortalité entre différents groupes d'enseignants. Au Botswana, les taux de mortalité des enseignants se sont révélés inférieurs à la moitié de ceux des agents semi-qualifiés du secteur public, différence attribuée aux changements de comportement et à l'accès aux traitements. Dans les universités du Botswana et du Malawi, les taux de mortalité les plus élevés se trouvaient dans le personnel d'appui subalterne - agents d'entretien, cuisiniers, jardiniers, etc. (Bennell, Hyde et Swainson, 2002).

Une étude sur l'impact du VIH et du SIDA en Jamaïque a révélé peu de signes d'incidence sur la demande d'éducation ou sur l'offre d'éducateurs (Bailey et McCaw-Binns, 2004).

Par contre, une autre étude soutient que dans certains pays, les taux de mortalité parmi les enseignants sont plus élevés que dans le reste de la population adulte (Badcock-Walters et Whiteside, 2000), tandis qu'une étude sud-africaine constatait que les maladies et décès liés au SIDA constituaient la deuxième cause de départ des enseignants, en soulignant toutefois des problèmes de mesure du phénomène - les chiffres des départs et de l'absentéisme du personnel tirés des registres des écoles étaient inférieurs à ceux obtenus à partir d'entretiens avec les enseignants (Schierhout *et al.*, 2004). Dans la province sud-africaine du KwaZulu-Natal, le nombre de nouveaux enseignants nécessaires à l'horizon 2010 à cause du VIH et du SIDA est estimé à 70 000 (UNESCO, 2003).

1.3 Une évolution continue des curricula et des méthodes

Le VIH et le SIDA ont aussi des répercussions sur le rôle et le contenu de l'éducation. Le système éducatif devra s'adapter pour répondre aux besoins des orphelins et d'autres enfants vulnérables qui travaillent ou vivent dans la rue, ne sont pas scolarisés, sont souvent absents ou ont abandonné leurs études. Il faudra pour cela adapter la taille et le lieu des écoles et des salles de classe et les calendriers scolaires, et renforcer les liens entre les systèmes formel et non formel.

Il faudra aussi modifier les méthodes et les programmes d'enseignement pour faire place aux connaissances, compétences, attitudes et valeurs nouvelles et répondre aux besoins des apprenants infectés

ou affectés. Il faudra que les systèmes éducatifs renforcent l'éducation sur le VIH et le SIDA et l'éducation sexuelle, et aident les apprenants à faire face à la maladie et au décès de membres de leur famille, apportent des conseils et des orientations, s'attaquent à la stigmatisation et à la discrimination et incorporent les qualifications nécessaires dans la vie courante et pour la subsistance, ainsi que la formation professionnelle, aux programmes d'enseignement. Il faudra peut-être aussi que les écoles assument des rôles plus larges touchant, par exemple, l'identification des enfants et des familles qui ont besoin de soutien et la gestion de la protection sociale et de l'orientation vers d'autres services.

© 2002 Emmanuel 'Dipo Otolorin, avec l'autorisation de Photoshare



2. LES POLITIQUES ET PROGRAMMES D'INTERVENTION

2.1 Quels sont les acquis ?

Certains pays ont pris des mesures pour faire face à l'impact du VIH et du SIDA sur le secteur de l'éducation et adapter les systèmes aux réponses apportées à cette épidémie. D'autres ont pris des mesures visant à mettre au point et appliquer des curricula sur le VIH et le SIDA afin de dispenser aux jeunes une éducation préventive à ce sujet.

Certains pays sont certes parvenus à surmonter les difficultés et à vaincre les résistances concernant l'éducation relative au VIH et au SIDA mais d'autres n'ont pas fait grand-chose. L'intégration du VIH et du SIDA au secteur de l'éducation se limite souvent à l'ajout de quelques messages sur le sujet aux activités existantes. Cette inaction peut s'expliquer par :

- des ressources et une coordination insuffisantes, les questions relatives au VIH et au SIDA étant souvent confiées à une personne qui a d'autres responsabilités et n'est pas nécessairement intéressée par ces questions ;
- un refus de la réalité ;
- des résistances et un leadership insuffisant ;
- le manque d'études et de données sur l'impact du VIH et du SIDA sur le secteur ;
- un manque de compréhension de ce que le secteur peut faire ;
- une capacité insuffisante parmi les planificateurs et les administrateurs de l'éducation ;
- un soutien insuffisant de la part des cadres supérieurs et administrateurs de l'éducation ;
- un manque général de volonté politique ; et
- des ressources financières et humaines limitées.

Pour une éducation de qualité face au VIH et au SIDA (ETII sur l'éducation de l'ONUSIDA, 2006b)

■ L'Équipe de travail inter-institutions de l'ONUSIDA (ETII) sur l'éducation a établi un document intitulé « Pour une éducation de qualité face au VIH et au SIDA », qui illustre l'impact du VIH et du SIDA sur les dix éléments constitutifs de l'éducation de qualité et récapitule les modalités par lesquelles cette éducation peut constituer une réponse efficace à l'épidémie.

Une annexe détaillée énonce les dix éléments constitutifs en question, énumère les manifestations du VIH et du SIDA à chaque niveau et donne des suggestions pratiques de programmation de la réponse à l'épidémie.

Standards for Curriculum-Based Reproductive Health and HIV Education Programs (Senderowitz et Kirby, 2006)

■ Le programme YouthNet de Family Health International (FHI) a mis au point une série de normes relatives aux programmes d'éducation sur la santé génésique et le VIH fondées sur les programmes scolaires. Ces normes ont été établies à partir de l'examen de 83 études sur les programmes d'éducation sexuelle et d'éducation sur le VIH et le SIDA menées dans des pays développés et en développement. Ces normes intègrent également l'examen d'expériences d'utilisation de ces programmes scolaires sur le terrain dans des pays en développement.

Les normes sont réparties en trois sections :

- élaboration et adaptation des programmes d'enseignement ;
- contenu et approche des programmes d'enseignement ;
- mise en œuvre des programmes d'enseignement.

Une approche éducative globale – Zambie

■ Le Ministère zambien de l'éducation a mis en place bon nombre des éléments critiques nécessaires à une réponse globale au VIH et au SIDA, notamment :

- une politique nationale de l'éducation baptisée « L'éducation de notre avenir » qui reconnaît l'importance de l'éducation relative au VIH et au SIDA et de l'acquisition des compétences nécessaires dans la vie courante ;
- une politique et un plan stratégique du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA ;
- des orientations relatives à l'élaboration de politiques scolaires et à la création d'un environnement scolaire favorable ;
- des directives relatives au VIH et au SIDA à l'intention des éducateurs ;
- l'inclusion du VIH et du SIDA dans les programmes de formation initiale et en cours d'emploi des gestionnaires et des enseignants, l'accent étant mis sur les méthodes interactives ;
- l'intégration aux programmes d'enseignement, le VIH et le SIDA étant inclus dans les questions posées aux examens afin que les enseignants et les apprenants accordent la plus haute priorité à ces questions ;
- des structures dotées de fonctions et de responsabilités clairement définies au niveau national comme au niveau des districts et des écoles ;

- la mise en route du système intégré de gestion et de suivi de l'éducation au niveau des districts (DEMMIS) ;
- une formation dispensée aux gestionnaires, aux aide-enseignants, aux futurs enseignants et aux enseignants en titre ;
- la constitution d'un réseau d'enseignants contre le VIH et le SIDA ;
- l'instauration de liens avec les ONG pour fournir des conseils aux enseignants ;
- le lancement d'un programme relatif au lieu de travail ;
- un travail de plaidoyer et de sensibilisation à l'intention du personnel ;
- le renforcement des systèmes de bourses, des écoles communautaires et des programmes destinés aux parents ;
- la mise au point de matériels pédagogiques ;
- le soutien aux clubs anti-SIDA, aux troupes de théâtres et autres activités culturelles et aux mécanismes de conseil par des pairs ; et
- des programmes radiophoniques interactifs de formation à l'intention des adolescents.

Le Ministère zambien de l'éducation a également lancé, à l'échelle de tout le ministère, une étude d'impact visant à analyser les répercussions quantitatives et qualitatives du VIH et du SIDA sur le secteur de l'éducation (Stuart et Matala, 2003).

Bien peu de pays ont entrepris d'évaluer la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA ou les stratégies qui pourraient aider à faire que cette réponse soit efficace. L'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP) a mené, en Afrique du Sud, au Swaziland et au Zimbabwe, des études visant à mieux comprendre les facteurs

qui animent la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA et à évaluer l'efficacité des différentes politiques et stratégies d'intervention. Le rapport de 2005 synthétise les constatations faites dans ces trois pays (Nazioka, 2005). Dans d'autres pays, faute de ressources suffisantes, la portée des réponses du secteur de l'éducation reste limitée.

Rapport sur l'enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA 2004 - Incidence sur les politiques de l'éducation et du développement (ETII sur l'éducation de l'ONUSIDA, 2006a)

Dans ce rapport sont consignés les résultats de la première enquête internationale sur l'état de préparation des secteurs de l'éducation et leur capacité à gérer et atténuer l'impact du VIH et du SIDA.

Il s'agit en l'occurrence d'une synthèse des réponses des ministères de l'éducation de 71 pays et d'organisations de la société civile de 18 pays concernant :

- les structures consacrées au VIH et au SIDA dans les ministères de l'éducation ;
- les environnements propices à une réponse efficace au VIH et au SIDA ;
- l'intégration des questions relatives au VIH et au SIDA ;
- les questions relatives au monde du travail et aux ressources humaines ;
- les programmes relatifs au VIH et au SIDA sur le lieu de travail ;
- le VIH et le SIDA et les programmes d'enseignement ;
- les réponses visant les personnes infectées ou affectées par le VIH et le SIDA ;
- l'instauration de partenariats en réponse au VIH et au SIDA ;

- les travaux de recherche qui guident la réponse au VIH et au SIDA dans le secteur de l'éducation.

Le rapport interprète les désaccords existants, identifie aussi bien les difficultés rencontrées que les possibilités nouvelles qui s'offrent et traite de questions importantes d'ordre opérationnel. Le rapport identifie, en conclusion, les incidences sur le plan des politiques et formule des recommandations propres à influencer sur les réponses à venir dans le secteur de l'éducation.

Une enquête parallèle, sous le titre « *Deadly inertia? A cross-country study of educational responses to HIV and AIDS* » (Une inertie mortelle ? Études transnationales des réponses éducatives au VIH et au SIDA), menée par la Campagne mondiale pour l'éducation (CGE) portait sur les perspectives de la société civile quant aux questions soulevées par l'enquête précédente (Boler et Jellema, 2005). En partenariat avec l'Agence canadienne de développement international et l'ETII sur l'éducation de l'ONUSIDA, la CGE a organisé dans 18 pays des réunions de la société civile au cours desquelles des coalitions pour l'éducation et la lutte contre le VIH et le SIDA ont examiné ensemble les réponses éducatives à cette épidémie.

Analyse des approches efficaces

En avril 2000, l'Internationale de l'éducation (IE) a invité les ministères africains de l'éducation à analyser leurs interventions face à cette épidémie afin d'identifier les approches prometteuses, de promouvoir l'apprentissage du recours aux compétences disponibles et de renforcer les capacités dans ce domaine. Il ressort des réponses de 17 pays que les programmes mettent surtout l'accent sur les initiatives axées sur l'école et sur les apprenants, en utilisant l'enseignement scolaire ou les activités extrascolaires pour inculquer des connaissances sur le VIH et le SIDA.

Les programmes extrascolaires, notamment l'éducation par les pairs et les programmes organisés par et pour les jeunes, sont ceux qui remportent le plus de succès auprès des élèves. Toutefois, la plupart de ces programmes avaient été lancés sans données de référence préalables si bien qu'il était difficile d'en déterminer l'impact. En outre, certains pays n'avaient pas révisé les programmes d'enseignement depuis leur création. Dans d'autres pays, la réforme de ces programmes ne s'est pas accompagnée d'une formation correspondante des enseignants, si l'on excepte l'Afrique du Sud (où les enseignants avaient été initiés à l'acquisition des compétences nécessaires dans la vie courante et à l'éducation relative au VIH et au SIDA), la Tanzanie (qui avait introduit des programmes relatifs au VIH et au SIDA dans les instituts de formation des maîtres) et le Lesotho (où l'Association des enseignants avait assumé un rôle dirigeant dans l'organisation d'ateliers nationaux sur le VIH et le SIDA à l'intention de ses membres). Hormis au Botswana, au Ghana et en Afrique du Sud, les programmes font la plupart du temps abstraction des besoins des enseignants (Internationale de l'éducation, 2000).

Il ressort de l'analyse des réponses des huit pays d'Afrique centrale à l'enquête sur l'intégration des questions relatives au VIH et au SIDA dans le secteur de l'éducation effectuée par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) que la plupart des pays se sont dotés d'une stratégie sectorielle, d'un service de coordination et de partenariats effectifs avec les syndicats d'enseignants, les associations de parents et d'enseignants, les organismes religieux et les communautés. Tous s'inquiétaient de l'impact du VIH et du SIDA mais certains avaient commencé à instaurer des partenariats avec d'autres secteurs. Cela étant, la plupart des initiatives étaient relativement récentes et limitées et peu d'interven-

tions proposées abordaient la question de l'impact de l'épidémie sur le système éducatif. L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies étaient freinées par le manque de travaux de recherche, de ressources humaines et financières et de mécanismes de collecte, d'analyse et de diffusion des données (ADEA, 2003).

Il ressort également de l'examen des réponses du secteur de l'éducation à l'épidémie dans la Communauté des Caraïbes que par suite du travail de plaidoyer entrepris par l'UNESCO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres, la réponse du secteur de l'éducation a évolué au cours des deux dernières années, notamment à la Barbade et en Jamaïque, même si les changements sont peu apparents au niveau de la salle de classe. Avant 2002, la réponse se limitait à la réforme des programmes d'enseignement au niveau régional et à l'intégration de l'éducation à la santé et à la vie familiale, sans que cela se traduise par une action au niveau des écoles. Les instituts de formation des maîtres n'avaient pas modifié leurs programmes pour prendre en compte cette éducation et les éditeurs privés n'avaient publié aucun des documents internationaux sur le sujet. En 2003, on a constaté une volonté renouvelée d'élaborer un nouveau cadre de programmation de l'enseignement incluant quatre thèmes sur l'éducation à la santé et à la vie familiale, dont le VIH et le SIDA, lorsque la Faculté de l'éducation de l'Université des Antilles occidentales a exigé que tous les enseignants stagiaires suivent un module sur cette éducation et a publié le premier manuel d'instructions sur la prévention du VIH et du SIDA et l'atténuation de leurs effets aux Caraïbes. Les auteurs de cette étude notaient néanmoins que cette approche demeurait centrée sur les programmes d'enseignement et l'éducation préventive et que sa portée n'était pas suffisamment globale (Morrissey, 2005).

Au Kenya, il a été procédé en 2003 à une évaluation des besoins en planificateurs et en gestionnaires de l'éducation pour faire face au VIH et au SIDA dans ce secteur. Cette évaluation a fait apparaître un besoin de développer les capacités concernant le VIH et le SIDA et la compréhension de l'impact sur le secteur de l'éducation afin que les planificateurs et les gestionnaires puissent aider à la mise en œuvre des politiques et à l'attribution de ressources financières suffisantes pour les interventions.

2.2 Que faire à présent ?

Renforcer la capacité de réaction du ministère de l'éducation

Pour assurer une réponse efficace du secteur de l'éducation aux problèmes qui ont un impact sur l'apprentissage, la scolarisation et l'environnement scolaire, il faut une politique globale et une approche stratégique. Le VIH et le SIDA ont un impact sur chacun de ces trois aspects d'une éducation de qualité. Les politiques, les environnements et les services scolaires et une éducation fondée sur l'acquisition de compétences sont des éléments essentiels pour faire face à cet impact du VIH et

du SIDA. Le secteur doit en outre veiller à ce qu'il y ait une capacité institutionnelle suffisante pour mettre en œuvre les politiques et les plans, mobiliser les leaders et les ressources à tous les niveaux, renforcer les compétences en matière de planification et de gestion, élaborer des politiques d'intervention sur le lieu de travail, fournir une formation appropriée aux éducateurs et des curricula aux apprenants et mettre en œuvre des politiques qui lèvent les obstacles à l'éducation.

Renforcement des capacités

■ L'IIEP/UNESCO et EduSector AIDS Response Trust (ESART) ont produit plus d'une vingtaine de modules d'autoformation destinés à renforcer l'aptitude des agents du secteur de l'éducation à concevoir et gérer des réponses efficaces au VIH et au SIDA (UNESCO/IIEP et ESART, 2007). Ces modules ont été conçus pour :

- accroître l'accès d'un éventail plus large de praticiens à l'information relative au VIH et au SIDA et à la planification et la gestion de l'éducation ;
- conférer aux planificateurs et aux gestionnaires de l'éducation les moyens et les compétences nécessaires pour conceptualiser et analyser l'interaction entre l'épidémie et la planification et la gestion de l'éducation ; et
- planifier et élaborer des stratégies propres à atténuer l'impact de l'épidémie.

Ces modules peuvent être consultés par voie électronique en se rendant sur le site Web de l'IIEP/UNESCO <http://www.unesco.org/iiep>. Ils sont également disponibles sur CD-ROM.



© 2006 Imthar, avec l'autorisation de Photoshare

Réponses des ministères de l'éducation au VIH et au SIDA

Le Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh et l'UNICEF ont apporté conjointement un appui au Ministère cambodgien de l'éducation, de la jeunesse et des sports pour l'élaboration d'un document d'orientation sur l'éducation relative au VIH et au SIDA. Rédigé au sein du Département de la santé scolaire, ce document définit les principes de l'éducation sexuelle et de l'éducation relative au VIH et au SIDA et fournit au ministère des directives sur la réponse aux problèmes liés au SIDA dans le système éducatif.

Le Ministère haïtien de l'éducation, de la jeunesse et des sports a établi un plan stratégique pour l'éducation et le VIH & SIDA comportant une analyse de la situation et des stratégies de mise en œuvre et d'action. Ce plan suit une approche fondée sur les droits de l'homme et ses principes directeurs consistent notamment à assurer l'accès à l'éducation, établir des politiques et des codes de conduite assurant des environnements scolaires sûrs et une tolérance zéro à l'égard des violences sexuelles, favoriser la création d'un environnement favorable, mettre en œuvre des programmes en faveur des enfants en situation difficile, faire participer les communautés et mettre en place un système de suivi et d'évaluation produisant de l'information sur le VIH et le SIDA dans le secteur.

Le Bureau régional pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique de l'UNESCO, à Bangkok, a publié un précieux manuel de formation des enseignants sur la réduction de la vulnérabilité au VIH et au SIDA parmi les élèves en milieu scolaire. Ce manuel est l'un des premiers du genre qui vise à conférer aux enseignants (en formation et en cours d'emploi) les connaissances, les qualifications et les méthodes nécessaires pour assurer un enseignement sur le VIH et le SIDA et les questions sanitaires connexes. Un certain nombre de ministères de l'éducation de pays de l'Asie et du Pacifique sont en train d'adapter ce manuel à leur situation propre en vue de son utilisation dans les instituts de formation des maîtres. Depuis la publication du manuel en mars 2005, des ateliers d'adaptation nationale ont été organisés dans de nombreux pays de la région, notamment en Chine, en Indonésie, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam. Ce processus d'adaptation, mené avec le soutien de l'UNESCO et en étroite collaboration avec les ministères de l'éducation, comprend la traduction du manuel dans les langues nationales avant les ateliers, les ateliers d'adaptation organisés dans les pays, les liens vers les matériels pédagogiques existants et une version finale du manuel dans les langues nationales (UNESCO Bangkok, 2005a et 2005b).

Anticiper l'impact du VIH et du SIDA

Le Bureau de l'UNESCO à Dakar a apporté son soutien à une série de réunions des ministres de l'éducation des pays de l'Afrique de l'Ouest. La première réunion, en septembre 2002, a donné lieu à une évaluation des systèmes éducatifs et des politiques y relatives ainsi qu'à l'élaboration d'un projet de plan d'action sur l'éducation relative au VIH et au SIDA. La deuxième, en janvier 2004, a approuvé un programme sous-régional de soutien à la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA.

Le Bureau de l'UNESCO à Bangkok et l'IIEP ont organisé un atelier sous-régional sur l'anticipation de l'impact du SIDA sur le secteur de l'éducation dans l'Asie du Sud-Est. Comme suite à cet atelier, la Commission nationale indonésienne pour l'UNESCO a organisé un autre atelier en avril 2003 pour renforcer les capacités des planificateurs et des points focaux du secteur de l'éducation, avec la participation du Ministère de l'éducation nationale, des représentants provinciaux du même ministère, des ONG et d'organismes des Nations Unies. Les participants ont traité du rôle du secteur de l'éducation dans la prévention, les soins et le soutien et dans l'intégration de l'impact de l'épidémie sur le secteur.

Les bureaux de l'UNESCO à Almaty et à Bangkok ont organisé à Almaty un atelier sur le rôle des ministères de l'éducation dans la réponse au VIH et au SIDA en Asie centrale. Les participants ont passé en revue les politiques et les partenariats actuels et les actions que ces ministères pourraient entreprendre pour renforcer la réponse du secteur.

Renforcer l'action stratégique

Parmi les efforts constants qu'elle déploie en vue de poursuivre et approfondir l'action stratégique en matière d'éducation relative au VIH et au SIDA dans le cadre de l'EPT et de la Stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA (UNESCO, 2007), l'UNESCO a organisé en Afrique, en 2007, une série d'ateliers sous-régionaux destinés à renforcer les capacités des agents hors Siège et de leurs collègues des ministères de l'éducation s'agissant de l'impact du VIH et du SIDA sur le secteur de l'éducation. Ces ateliers ont rassemblé des représentants de l'UNESCO, des commissions nationales pour l'UNESCO, des ministères de l'éducation, des organismes qui coparrainent ONUSIDA et de la société civile. Un atelier a été organisé dans chacune des trois langues suivantes : anglais, français et portugais. Au total, plus de 100 personnes venues de 21 pays ont participé à ces ateliers.

Les participants ont ainsi pu échanger leurs expériences et les enseignements qu'ils en ont tirés, mieux comprendre les documents et autres outils stratégiques essentiels et renforcer leur capacité d'appliquer le *Cadre d'action EDUSIDA* (UNESCO et ONUSIDA, 2006, révisé en 2008), le but étant de planifier et de mettre en œuvre des réponses globales du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA.

Pour tout complément d'information, voir <http://www.educaids.org>.

Plaider la cause du secteur de l'éducation pour faire face au VIH et au SIDA

Le travail de plaidoyer est vital pour recueillir l'appui des responsables de haut rang et promouvoir le leadership et l'engagement dans le secteur de l'éducation. Les éducateurs peuvent jouer un rôle capital. À titre d'exemple, au Guatemala, le travail de plaidoyer effectué par le Comité national des enseignants a débouché sur l'institutionnalisation de l'enseignement de la prévention

du VIH dans les écoles et l'adoption, en 2000, d'un programme d'enseignement qui traite du VIH et d'autres questions sanitaires dans le contexte des droits de l'homme. Au Brésil, le Parlement des enseignants a publié en novembre 2004 une déclaration qui évoque la nécessité impérieuse d'accorder l'attention voulue à l'épidémie de VIH.

Fiches techniques et aperçus de ressources pratiques d'EDUSIDA

EDUSIDA, Initiative mondiale de l'ONUSIDA sur l'éducation et le VIH & SIDA, offre un cadre pour une réponse globale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA dont les cinq domaines de programmation clés sont les suivants :

- Éducation de qualité
- Contenu, programmes et matériels d'enseignement
- Formation et soutien des éducateurs
- Politique, gestion et systèmes
- Approches et points d'entrée type pour l'éducation relative au VIH et au SIDA.

Dans ce cadre, l'UNESCO, en collaboration avec des partenaires clés, a mis au point une série de plus de 35 fiches techniques et un ensemble d'aperçus de ressources pratiques à l'intention des responsables et autres décideurs dans le domaine de l'éducation relative au VIH et au SIDA.

Ces matériels sont disponibles à l'adresse <http://www.educaids.org>.

Promouvoir la réponse du secteur de l'éducation par des actions de plaidoyer

Le Bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes, situé à Kingston (Jamaïque), a lancé en février 2005, en collaboration avec l'Education Development Center, Inc. (EDC), une campagne de plaidoyer et de mobilisation en vue de doter la région d'un effectif de cadres et de promouvoir la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Une assistance est fournie aux ministères de l'éducation des Caraïbes pour les aider à élaborer une approche globale du problème du VIH et du SIDA dans le secteur de l'éducation, à identifier des priorités et les traiter et à promouvoir des politiques et des programmes protecteurs de la vie des élèves, des enseignants et des gestionnaires de l'éducation.

Auparavant, l'UNESCO avait soutenu une série d'ateliers organisés dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes pour favoriser des réponses efficaces des ministères de l'éducation au VIH et au SIDA et intégrer la santé scolaire et la prévention du VIH aux plans nationaux d'action pour l'EPT. Cette campagne de plaidoyer portait notamment sur la formation sur le lieu de travail des enseignants et des gestionnaires du secteur de l'éducation. À la Barbade, par exemple, le Directeur général de l'éducation a suivi une formation de leader VIH et SIDA, ce qui a conduit à l'élaboration d'un plan de

sensibilisation de tous les enseignants du primaire et du secondaire, en collaboration avec le Ministère du travail et de la sécurité sociale, pour former le personnel à la gestion du VIH et du SIDA sur le lieu de travail, y compris par la distribution de trousse de premiers secours.

Le Bureau de l'UNESCO à Bangkok et l'Équipe transnationale de l'ONUSIDA pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique ont établi une publication sur l'éducation relative au VIH et au SIDA comportant un ensemble d'éléments de promotion à l'intention des responsables des ministères de l'éducation afin d'aider leurs cadres moyens et supérieurs à renforcer les réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA (UNESCO et ONUSIDA, 2003). Cet outil de promotion, qui contient des informations sur l'éducation et le VIH & SIDA, des exposés et des références à d'autres sources d'informations et de ressources, a été traduit, adapté et diffusé dans de nombreux pays de la région, notamment en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, en Chine, en Indonésie, en Iran, au Kazakhstan, en République démocratique populaire lao, au Pakistan, en Thaïlande, en Ouzbékistan et au Viet Nam (UNESCO Bangkok, 2005b).



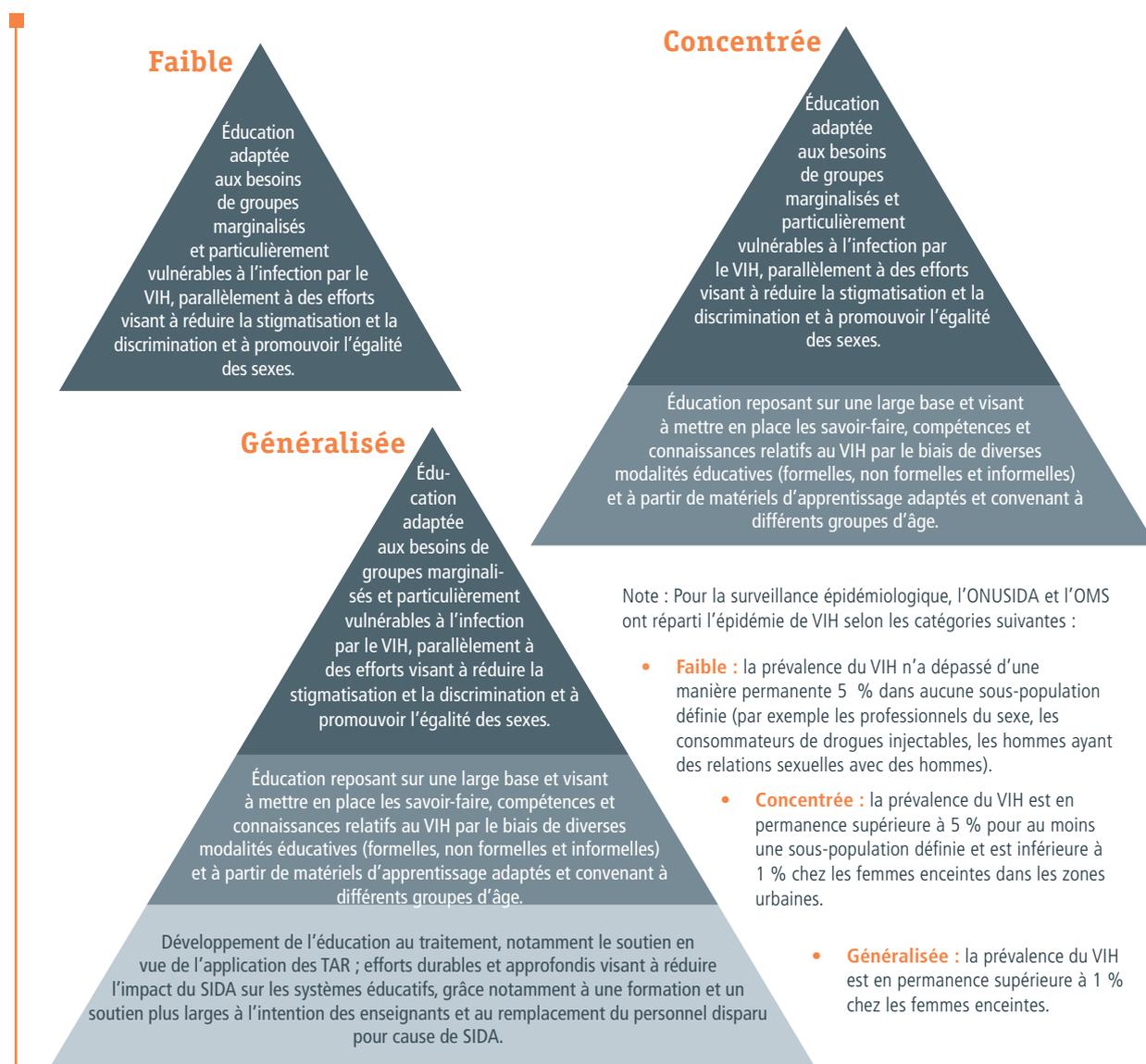
© 2006 Felix Msi/Voiceless Children, avec l'autorisation de Photoshare

Adapter les approches au contexte

Les ministères de l'éducation doivent concevoir des approches qui correspondent à l'épidémiologie et au stade de l'épidémie (voir figure 1). Ainsi, dans les communautés à faible prévalence, l'accent doit être davantage mis sur la prévention, l'éducation et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination de populations clés et de groupes marginalisés. Dans les pays où l'épidémie a atteint un stade plus avancé, le secteur de l'éducation devra mettre davantage l'accent sur les soins, le traitement et le soutien aux apprenants et aux enseignants.

Les stratégies doivent également comporter des interventions adaptées aux besoins des groupes particulièrement vulnérables et ciblant les facteurs qui les mettent en situation de risque d'infection par le VIH. À titre d'exemple, l'utilisation de drogues injectables est une cause importante de transmission en Europe orientale et les approches adoptées dans cette région doivent donc s'attaquer à ce problème et à d'autres aspects de l'épidémie.

Figure 1 : Réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA, en fonction du type épidémique



Voir : ONUSIDA et OMS. *Recommandations pour les enquêtes sérologiques sentinelles concernant le VIH : Femmes enceintes et autres groupes*. Groupe de travail ONUSIDA/OMS sur la surveillance mondiale du VIH/SIDA et des IST. Genève : ONUSIDA, 2003. Accés en ligne le 25 mai 2007 à l'adresse suivante : http://www.who.int/hiv/pub/epidemiology/en/guidelinesforconduction_fr.pdf.

Cette typologie élémentaire et consensuelle est employée depuis plus d'une décennie. Récemment, l'ONUSIDA a proposé l'insertion d'une quatrième catégorie : hyperendémique, désignant une prévalence du VIH supérieure à 15 % de l'ensemble de la population. Voir ONUSIDA, 2007. *Practical Guidelines for Intensifying HIV Prevention*. Genève : ONUSIDA.

Mettre en place des systèmes de collecte de données précises

On constate une pénurie critique de données précises sur l'absentéisme des élèves et des enseignants, les pénuries ou transferts d'enseignants, les fermetures de classes ou d'écoles, l'effectif des classes et l'environnement scolaire, y compris de données ventilées par sexe et par race.

Les ministères de l'éducation ont besoin de systèmes intégrés de gestion efficaces qui leur permettent d'obtenir des

données sur l'impact du VIH et du SIDA sur les apprenants, les éducateurs et tout le système éducatif afin de mieux planifier des réponses efficaces. Ainsi, des données précises permettent aux planificateurs et aux gestionnaires de déterminer les besoins de recrutement et de formation, d'identifier les écoles nécessitant un soutien et des interventions prioritaires et de maintenir la qualité de l'éducation.

Examiner l'impact du VIH et du SIDA

L'examen de l'impact du VIH et du SIDA sur les enseignants appelle notamment les considérations suivantes :

- Les sources relatives au personnel, telles que les bases de données sur les états de paie et les fonds de pension, ne sont pas bien intégrées à l'ensemble du système intégré de gestion de l'éducation (EMIS). Ce système, qui comporte un recensement scolaire annuel incluant dans certains pays des questions sur la mortalité en cours d'emploi des éducateurs, pourrait constituer un moyen plus commode de quantifier la mortalité des enseignants. Toutefois, ces systèmes fonctionnent mal dans bon nombre de pays à forte prévalence et peu d'entre eux produisent des données sur le nombre d'enseignants qui décèdent après leur cessation de services pour des raisons médicales ou après avoir pris une retraite anticipée. Il n'y a pas suffisamment de séries chronologiques de données, ce qui rend l'estimation des tendances difficile. Les données sur les ressources humaines dans ce système doivent être intégrées au système de gestion du personnel et les systèmes généraux doivent être renforcés.

- Ces enquêtes sont menées dans un certain nombre de pays sur la base d'un échantillon aléatoire d'écoles et pourraient comporter des questions sur la mortalité des enseignants. Les données doivent être ventilées, dans la mesure où celles qui ne le sont pas masquent les différences de taux de mortalité entre districts et entre villes et campagnes, ainsi qu'entre les sexes et entre les tranches d'âge du corps enseignant. La précision des données est tributaire de la qualité de tenue des registres scolaires et des rapports des directeurs d'établissements et des enseignants.
- Ces enquêtes à base démographique n'incluent pas nécessairement des tests de séroprévalence dans des groupes tels que les enseignants sur leur lieu de travail. L'inclusion des écoles permettrait certes d'obtenir des données utiles mais elle soulève des questions éthiques et ces enquêtes ne couvriraient alors que les personnes suffisamment bien portantes pour se rendre à leur travail (Boler, 2003).

L'accès à un appui technique

- L'OMS fournit un appui technique aux ministères de l'éducation et de la santé qui participent à l'Enquête mondiale sur la santé des enfants d'âge scolaire (GSHS). Il s'agit d'une enquête sur les comportements de santé associés aux principales causes de décès, de maladie et de handicap, notamment les relations sexuelles à risque et la toxicomanie parmi les élèves âgés de 13 à 15 ans. Plus

de 50 pays ont achevé un programme de formation et sont en train de procéder à cette enquête, et 15 pays ont achevé la première d'une série d'enquêtes périodiques visant à déterminer l'évolution dans le temps de la prévalence de comportements de santé importants. Les données recueillies sont comparables d'un pays à l'autre. Pour plus de renseignements, voir <http://www.who.int/chp/gshs/en>

Élaborer des outils de mesure

- Le Bureau de l'UNESCO à Kingston soutient des travaux de recherche menés à l'Université des Indes occidentales pour mettre au point une méthode d'estimation et de projection de la prévalence du VIH dans le secteur de l'éducation de tel ou tel pays.

Au Ghana, l'impact du SIDA sur les enseignants a été mesuré par le biais des enquêtes scolaires annuelles, dont un indicateur est le nombre d'enseignants qui ont été en congé maladie ou hospitalisés au cours de l'année précédente. Elles dénombrent aussi les orphelins scolarisés. Le Ministère de l'éducation a aussi mis au point des moyens peu coûteux de mesure de l'impact sur les fonctionnaires en poste au Ministère et dans les districts. Des points focaux pour le VIH et le SIDA communiquent tous les mois le nombre de fonctionnaires décédés, leur statut et tout autre décès survenu dans leur département. Ils ont aussi chargé un consultant de procéder à des études d'impact plus vastes de manière à broser un tableau plus approfondi et précis

de la situation. Il s'agit là d'un exemple d'intégration des outils de mesure d'impact au système EMIS existant que d'autres ministères pourraient reproduire.

Les points à prendre en considération pour la mesure de l'impact de l'épidémie sont notamment les suivants : financement des études d'impact, communication des résultats (nécessité de faire participer un large éventail de décideurs, maîtrise de l'ensemble du processus, planification minutieuse de la diffusion, etc.) ; nécessité de veiller à ce que le processus ne crée pas des attentes irréalistes (en matière d'accès au traitement médical, par exemple) ; instauration de liens avec les services de planification des ministères afin que l'utilisation des données fasse partie constitutive du cycle de planification ; utilisation des sources de données existantes (registres du personnel, par exemple) ; et instauration de liens avec les ONG et les universités pour la collecte de données pertinentes (Rugalema et Khanye, 2002).

De quels outils et stratégies dispose-t-on pour mesurer et suivre l'impact du VIH et du SIDA sur le système éducatif ?

Un outil de gestion a été expérimenté au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud). Il ressort de cette expérience que les données mensuelles sont utiles pour se faire une meilleure idée de l'impact du VIH et du SIDA et de son évolution, et l'expérience a donc été étendue au Botswana, au Ghana, au Kenya, à la Namibie, à l'Ouganda, à la Zambie et au Zimbabwe. Le DEMMIS a été conçu pour répondre à la nécessité de collecter des informations locales compte tenu des limitations à la réponse au niveau infranational résultant du manque de données (le système EMIS au niveau national ne donnant qu'une image globale de la situation à partir de données dont l'analyse et la diffusion peuvent prendre de deux à trois ans), et la nécessité de disposer de données fiables qui permettent une alerte rapide au point d'intervention. Le DEMMIS rassemble mensuellement des données sur les enseignants, les apprenants, le personnel d'appui et les organes directeurs, à partir de données qui peuvent être extraites

du système de communication courante de l'information. Il comporte aussi un kit documentaire à l'intention des directeurs de programmes de district contenant des fiches de données et des listes de contrôle des interventions (Université du KwaZulu-Natal).

Le système comporte des questions relatives à la demande et l'offre éducatives et à l'éducation de qualité ; il rassemble des données (rétrospectives et prospectives) sur le nombre d'enseignants infectés, les taux normaux de départ, l'absentéisme, les besoins en matière de recrutement, le nombre d'orphelins d'âge scolaire et les incidences financières et économiques du VIH et du SIDA sur l'éducation pour tous, données qui peuvent servir aux activités de plaidoyer et de planification (Partenariat pour le développement de l'enfant).

(Rugalema et Khanye, 2002).

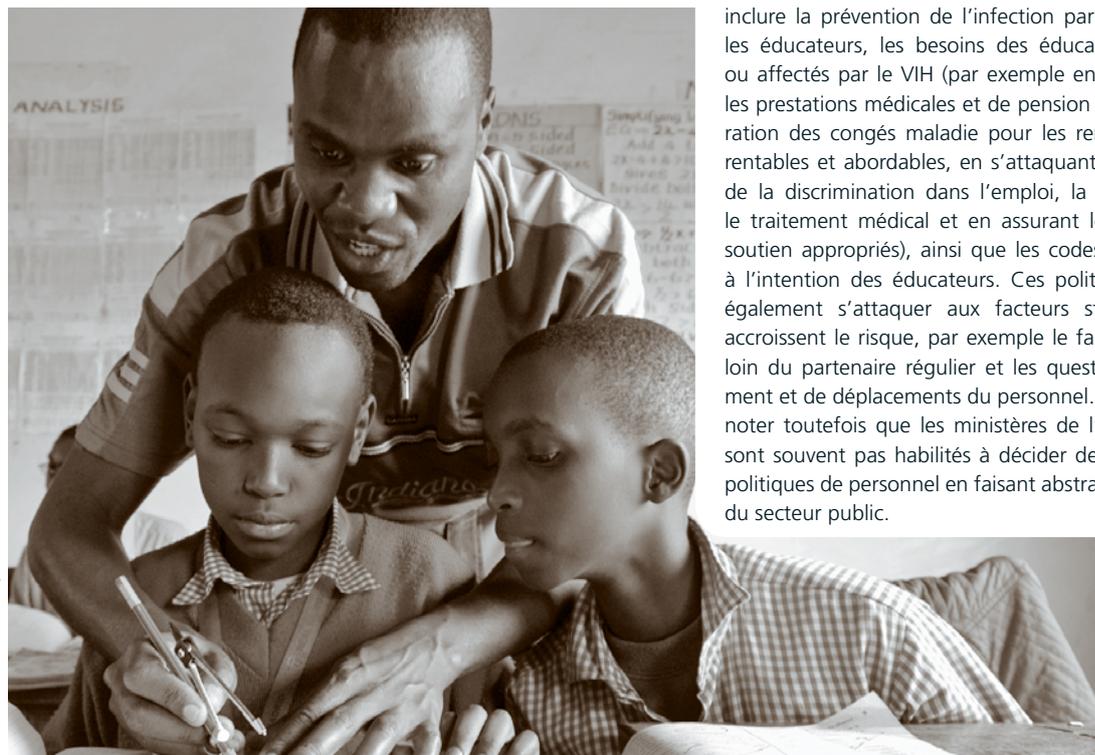
Revoir les systèmes et politiques de personnel

Il faut peut-être que les systèmes de gestion du personnel intègrent des questions telles que le recrutement et l'affectation des enseignants et les mesures de fidélisation, notamment par la rémunération, les perspectives de carrière et d'autres incitations. Ceci suppose notamment l'élaboration de stratégies propres à améliorer et accélérer le recrutement des enseignants par de nouvelles mesures d'incitation à suivre une formation à cet effet, la mise en place de politiques propres à retenir les enseignants et à favoriser le recrutement en vue d'une affectation dans des lieux peu recherchés.

Les ministères de l'éducation doivent également envisager une planification de la relève et des imprévus, notamment en fournissant aux enseignants (qui peuvent être amenés à intervenir dans des classes ou

sur des sujets qui ne leur sont pas familiers) des matériels pédagogiques pour la présentation et le soutien des cours. Il faut également renforcer les systèmes de remplacement des enseignants, par exemple en faisant appel à des enseignants à la retraite et en constituant des réserves d'enseignants temporaires qualifiés, la mise en commun des capacités de gestion des écoles étant également une possibilité. Des systèmes souples pour les congés doivent être mis au point pour permettre aux enseignants séropositifs d'accéder aux services de traitement, de soins et de soutien.

Les politiques relatives au lieu de travail devraient inclure la prévention de l'infection par le VIH parmi les éducateurs, les besoins des éducateurs infectés ou affectés par le VIH (par exemple en restructurant les prestations médicales et de pension et la rémunération des congés maladie pour les rendre à la fois rentables et abordables, en s'attaquant au problème de la discrimination dans l'emploi, la promotion et le traitement médical et en assurant les soins et le soutien appropriés), ainsi que les codes de conduite à l'intention des éducateurs. Ces politiques doivent également s'attaquer aux facteurs structurels qui accroissent le risque, par exemple le fait de travailler loin du partenaire régulier et les questions de logement et de déplacements du personnel. Il convient de noter toutefois que les ministères de l'éducation ne sont souvent pas habilités à décider des systèmes et politiques de personnel en faisant abstraction du reste du secteur public.



© 2006 Sean Hawkey, avec l'autorisation de Photoshare

Le VIH et le SIDA et les politiques relatives au lieu de travail dans le secteur de l'éducation

La collaboration entre l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'UNESCO a pour objet d'aider les États membres à adapter ou concevoir pour le secteur de l'éducation des politiques spécifiques au VIH et au SIDA sur le lieu de travail afin de créer des environnements d'apprentissage favorables et sûrs répondant aux besoins des éducateurs et des apprenants.

En 2004, l'OIT a lancé un programme visant à concevoir une approche du VIH et du SIDA sur le lieu de travail dans le secteur de l'éducation qui complète le *Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail*, adopté en 2001 (OIT, 2001).

En 2005, l'UNESCO s'est associée à l'OIT pour soutenir l'élaboration d'une politique sur le VIH et le SIDA et le monde du travail ainsi que de matériels connexes à l'intention du personnel et des parties prenantes du secteur de l'éducation aux niveaux tant national qu'international.

Cette initiative a été effectivement mise en œuvre au niveau régional - dans les Caraïbes et en Afrique australe - et a débouché dans les deux cas sur l'élaboration :

- d'une politique sur le VIH et le SIDA et le monde du travail à l'intention du secteur de l'éducation, adaptée et spécifique à chaque région (OIT et UNESCO, 2006a et 2006b) ;

- de directives de mise en œuvre ; et
- de plans d'action ou de stratégies pour chaque pays participant à l'élaboration de la politique régionale.

L'OIT et l'UNESCO travaillent en étroite collaboration avec des organes gouvernementaux des États membres, des organismes d'emploi, des syndicats d'enseignants, des organisations de la société civile et d'autres partenaires pour, en premier lieu, concevoir ces politiques, puis aider à leur diffusion et leur application. Les deux organisations étudient également la possibilité d'étendre cette initiative à d'autres régions. Elles aident actuellement le Mozambique et la Zambie (juin 2007 à mars 2008) à se doter de politiques et de programmes sur le VIH et le SIDA et le monde du travail pour le secteur de l'éducation dans un certain nombre d'institutions éducatives de chacun de ces pays (primaire, secondaire et supérieur). En Namibie, le Ministère de l'éducation est en train d'élaborer une politique et un plan de mise en œuvre nationaux à partir de la politique régionale pour l'Afrique australe, la première réunion de parties prenantes dans ce cadre s'étant tenue en juillet 2007.

Études de cas – Ghana

La Commission ghanéenne sur le SIDA collabore étroitement avec tous les ministères pour élaborer des plans sectoriels et elle a mis au point un guide destiné à aider les services de gestion des ressources humaines des ministères à planifier le maintien des qualifications dans le temps. Le Ministère de l'éducation apporte soins et soutiens aux personnes qui, dans le secteur de l'éducation, sont infectées ou affectées par le VIH ou le SIDA. Le ministère a également établi un

manuel destiné au monde du travail et comportant trois modules (mise en œuvre de programmes sur le lieu de travail, renseignements de base sur le VIH et le SIDA et établissement de rapports) destinés à être utilisés par les points focaux nationaux, régionaux et de district pour organiser et mettre en œuvre des sessions de sensibilisation sur le lieu de travail, collecter des données pertinentes et établir des rapports.

Veiller à ce que les politiques soient diffusées et effectivement appliquées

Les écoles ne sont pas toujours au courant des politiques nationales élaborées par les ministères de l'éducation. Il y a souvent un décalage entre les politiques et la pratique, les bonnes intentions étant bridées par l'absence de politiques, le fait que les politiques ministérielles ne sont pas communiquées aux écoles, le manque de directives à l'intention des éducateurs et des apprenants et le manque de formation des organes qui dirigent les écoles. Ces organes doivent être mis au courant des politiques et des questions juridiques liées au VIH et aux individus, notamment des lois qui interdisent la discrimination sur le lieu de travail.



© 2006 C. Y. Gopinath/PATH, avec l'autorisation de Photoshare

Se doter d'une politique relative au lieu de travail

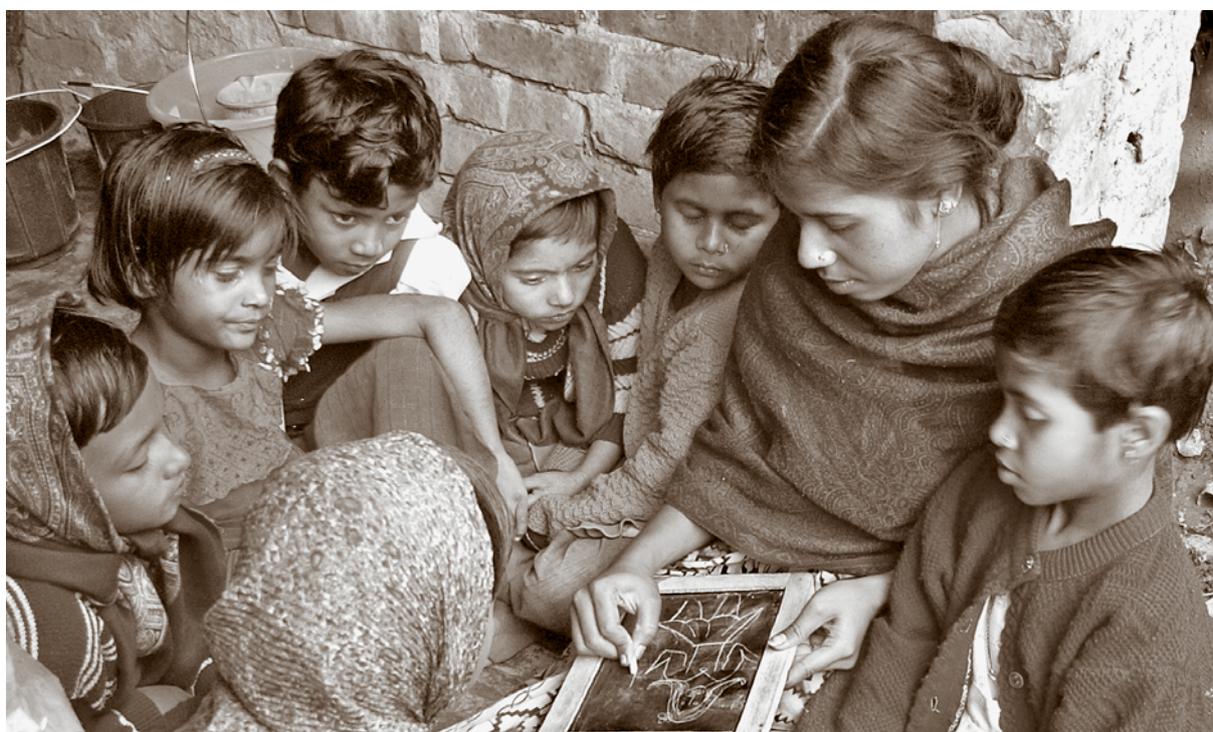
En Jamaïque, le Ministère de l'éducation, avec le soutien de l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA), a créé une équipe d'intervention sur le VIH et le SIDA chargée de diffuser dans les écoles la politique nationale de gestion de l'épidémie. Cette politique établit des orientations claires sur l'inclusion et la non-discrimination, la divulgation de l'information et la confidentialité, elle fournit des directives sur la communication de l'information et l'éducation et sur la gestion des élèves et du personnel scolaire vivant avec le VIH et le SIDA et elle énumère les précautions que tout le monde doit prendre pour prévenir la transmission du VIH. La principale activité de cette équipe a consisté à organiser des ateliers de diffusion de cette politique auprès des principales parties prenantes, les administrateurs des écoles par exemple, et des réunions de sensibilisation à l'intention des associations de parents et d'enseignants, du personnel enseignant, des conseils d'élèves et des groupes communautaires. Elle apporte aussi un soutien complémentaire aux écoles et facilite l'orientation vers des ressources extérieures, en assurant en outre un rôle de suivi.

Le Bureau de l'UNESCO à Kingston a aussi apporté un soutien à des activités consistant notamment à créer des comités consultatifs de la santé dans les écoles, placés sous l'égide du directeur et du conseil d'établissement, à former un conseiller d'orientation dans chaque école, à assurer une sensibilisation continue des organismes scolaires et à élargir la portée du mandat de l'Équipe d'intervention des établissements primaires et secondaires à l'Unité de la prime enfance du Ministère de l'éducation et aux établissements scolaires indépendants.

Les éléments suivants ressortent d'une évaluation effectuée en avril 2005 : manque de liens entre les politiques et la réponse globale à l'épidémie ; différences de qualité et de cohérence du soutien apporté en matière de formation des responsables d'orientations régionaux et de suivi des conseillers d'orientation scolaire (en fonction des différents spécialistes de la promotion de la santé recrutés dans l'Équipe) ; manque de matériels d'appui ; réticences face à certaines questions dans les écoles ; difficultés d'accès des spécialistes de la promotion de la santé aux données et aux technologies de l'information et de la communication (TIC) les plus récentes ; et délais de préparation trop courts.

Les recommandations préconisaient notamment de veiller à ce que ces ateliers s'insèrent dans un programme continu d'activités et que les enseignants et les conseillers d'orientation y participent. Le Gouvernement jamaïcain a continué de financer cette Équipe lorsque le soutien de l'UNESCO a cessé au milieu de 2005, en faisant appel au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. L'UNICEF a continué d'aider au renforcement des capacités de l'Équipe, au renforcement de l'élément « compétences nécessaires dans la vie courante » des programmes d'enseignement et à l'élaboration de matériels pédagogiques pour la tranche des 9 à 14 ans, et il a aidé le Ministère de l'éducation à étendre à 200 écoles de toutes les régions du pays les services d'éducation en matière de santé et de vie familiale.

© 2007 Rabin Chakrabarti, avec l'autorisation de Photoshare



Il est tout aussi essentiel de faire un meilleur travail de sensibilisation aux politiques existantes auprès des administrateurs et des enseignants ainsi qu'auprès des parents, et de mettre en place des mécanismes assurant l'application effective de ces

politiques. Le fait d'associer les éducateurs et les administrateurs à l'élaboration des politiques peut faciliter l'appropriation et la mise en pratique effective de celles-ci.

On trouvera ci-dessous un exemple de réponse globale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA, tiré d'un document de l'UNESCO intitulé *From Policy to Practice: An HIV and AIDS Training Kit for Education Sector Professionals* (UNESCO Nairobi, 2005).

« GOLDSTAR »

UNE RÉPONSE (TYPE) – DOCUMENTATION¹

1. Structures créées et opérationnelles

Structures existantes au niveau national :

- Une équipe spéciale stratégique de haut niveau sur le VIH et le SIDA composée de représentants de tous les intervenants et dotée de fonctions bien définies (politiques, normes et pratiques, mobilisation des ressources).
- Une unité opérationnelle de gestion du VIH et du SIDA, dirigée par un responsable de haut rang (fonctions à plein temps) et comprenant des représentants des services d'élaboration des politiques et de planification, d'élaboration des programmes d'enseignement, des finances, etc. (ayant pour mandat de concevoir, de mettre en œuvre et de suivre les réponses internes et externes).
- Au niveau des districts, les comités de gestion de district comportent des sous-comités sur le VIH et le SIDA présidés par des directeurs de programmes de district (ayant des fonctions de coordination, de communication, de réglementation, de mobilisation des ressources, de collecte de l'information et de suivi).
- Au niveau des écoles, des groupes de travail sur le VIH et le SIDA sont chargés de toutes les questions internes et externes relatives au VIH et au SIDA qui relèvent de l'enseignement.

2. Existence d'un cadre juridique et décisionnel favorable

- Une loi sur les écoles a été promulguée pour régler les questions scolaires relatives aux admissions, aux frais de scolarité, etc. ; elle prévoit des exemptions de frais de scolarité pour les enfants de familles pauvres.
- Une politique du secteur de l'éducation a été adoptée et impose au secteur, et à l'ensemble des institutions et acteurs clés, une vision commune, une série de principes, des normes minima et d'engagements concernant le VIH et le SIDA.
- Une politique générique pour le lieu de travail a été élaborée en consultation avec les syndicats et d'autres acteurs clés, conformément aux conditions d'emploi du secteur public. Elle s'impose à toutes les institutions.
- Des politiques d'ordre institutionnel ont été élaborées par chaque école, dans le respect des autres politiques, pour définir la position de chaque établissement sur le VIH et le SIDA.
- L'unité chargée d'établir la politique nationale a passé en revue tous les règlements, lois, politiques, procédures, codes de conduite et conventions collectives (existants ou prévus) pour s'assurer que le VIH et le SIDA y occupent une place appropriée (non-discrimination, confidentialité, tolérance zéro à l'égard des violences sexuelles, etc.).
- Les incidences des modifications correspondantes ont été communiquées aux districts et à toutes les institutions.

3. Intégration du VIH et du SIDA à la planification et à la budgétisation

- Au niveau national, dans le cadre des activités normales de planification, un plan/stratégie descriptif et chiffré - sur le VIH et le SIDA a été établi pour le secteur et relié aux politiques, aux données émanant du système EMIS et au budget. Ce plan est revu tous les ans.
- Des indicateurs sur le VIH et le SIDA à l'échelle de tous les secteurs ont été mis au point, testés sur le terrain et institutionnalisés.

¹ Comme indiqué dans la source (UNESCO Nairobi, 2005), la réponse « Goldstar » correspond à un scénario optimal ou idéal.

- Les données et les processus du système EMIS ont été revus et modifiés pour y inclure des indicateurs sensibles au VIH et au SIDA, notamment mais non exclusivement les inscriptions scolaires (ventilées par sexe), la planification de l'offre et des départs de personnel au niveau des écoles et des districts, les ratios d'élèves par éducateur, la baisse des frais de scolarité, les taux de transition du primaire au secondaire, les taux de réussite à l'examen de fin d'études et les taux de réussite pour les matières spécialisées.
- Une formation initiale a été dispensée aux responsables du système EMIS.
- Des ressources ont été mobilisées sur la base de plans chiffrés présentés aux partenaires pour le développement lors d'un sommet consacré à la mobilisation des ressources.
- Une proposition de soutien à 100 écoles primaires rurales - activités de prévention à l'intention des jeunes et soutien aux orphelins et autres enfants vulnérables - a été présentée au Fonds mondial (et approuvée).
- Une évaluation d'impact initiale a été commandée et effectuée, un atelier de validation a été organisé et la synthèse de ces activités a été largement diffusée à des fins de plaidoyer et de référence.
- Les autorités se sont engagées à répéter cette étude d'impact tous les cinq ans.
- Au niveau des districts, un plan d'action/stratégie sur le VIH et le SIDA a été mis au point - sur la base des renseignements émanant des districts, de la politique nationale, du budget, etc. - et distribué à toutes les écoles.
- Le système EMIS est installé dans toutes les écoles, celles-ci envoient des rapports mensuels et les processus d'information en retour fonctionnent.
- Une formation a été dispensée à tous les agents concernés au niveau des districts et des écoles.
- Le VIH et le SIDA sont inscrits dans le plan de chaque école.

4. Intégration du VIH et du SIDA à toutes les fonctions de gestion des ressources humaines

Les politiques de ressources humaines ont été examinées et modifiées pour réduire autant que faire se peut les vulnérabilités et la sensibilité au VIH et au SIDA (par exemple les politiques qui autorisent l'affectation des éducateurs loin de leur famille). Elles ont été également examinées et modifiées pour permettre un traitement actif du problème de la réduction des effectifs d'enseignants (par exemple par des amendements autorisant les éducateurs à continuer d'enseigner au-delà de l'âge normal de départ à la retraite).

- La planification des relèves a été mise en place sur la base d'un bilan de l'offre et de la demande et en mettant particulièrement l'accent sur les éducateurs spécialistes.
- Les données relatives aux ressources humaines (produites par le système EMIS par exemple) ont été analysées et utilisées pour établir un système de préparation prévisionnelle en matière de ressources humaines.
- Des sessions d'orientation ont été organisées à l'intention du personnel responsable du système EMIS.
- Des principes directeurs sur l'éducation et le VIH & SIDA à l'intention (i) des gestionnaires de l'éducation et (ii) des éducateurs ont été mis au point, testés sur le terrain et distribués.
- Un code de conduite a été adopté et signé par tous les éducateurs, qui s'engagent ainsi à pratiquer une tolérance zéro à l'égard des violences - sexuelles ou autres - et du harcèlement des apprenants.
- Ce code est affiché dans toutes les écoles.
- Des informations sur les procédures disciplinaires ont été distribuées à tout le personnel.
- Un système a été créé et mis en service pour suivre l'évolution de la qualité de l'éducation, avec un système d'alerte rapide et des systèmes de mise en œuvre de procédures correctives.

5. Élaboration, mise en œuvre et suivi d'un programme sur le VIH et le SIDA et le monde du travail

Les conditions d'emploi ont été revues et modifiées pour tenir compte du VIH et du SIDA (accommodements raisonnables pour les agents infectés, congé pour raisons familiales, etc.). Les conditions d'emploi révisées ont été distribuées à tous les membres du personnel.

Au niveau national, les programmes suivants ont été mis en place :

- Un programme de sensibilisation à l'intention du personnel national (prenant en compte la langue, la culture, l'âge, le sexe, etc.).

- Un programme continu d'éducation par les pairs organisé pendant les heures de travail.
- Un service de conseil sur le VIH et le SIDA, disponible dans le cadre du Programme d'assistance aux employés.
- Un système d'orientation du personnel vers (i) les conseils et tests volontaires ; (ii) le traitement ; et (iii) l'aide sociale.

Un programme de contrôle de l'infection fondé sur des principes directeurs (concernant notamment l'indemnisation des personnes infectées des suites de leur activité professionnelle). Ces principes directeurs ont été diffusés, des secouristes ont été formés, des ressources (des gants par exemple) ont été achetées et distribuées et un système de déclaration a été mis en place.

De même, au niveau des districts, il existe des programmes visant à :

- sensibiliser le personnel de district (prenant en compte la langue, la culture, l'âge, le sexe, etc.) ;
- organiser des sessions régulières d'éducation par les pairs pendant les heures de travail ;
- offrir des services de conseil sur le VIH et le SIDA au personnel infecté ou affecté ;
- orienter le personnel vers (i) les conseils et tests volontaires ; (ii) le traitement ; et (iii) l'aide sociale ;
- juguler l'infection.

Ces programmes sont répercutés au niveau des écoles en ce qui concerne :

- la prévention pour tout le personnel (gestionnaires, éducateurs et personnels d'appui), menée durant des heures de travail ;
- l'orientation vers (i) les conseils et tests volontaires ; (ii) le traitement ; et (iii) l'aide sociale
- juguler l'infection..

6. Intégration du VIH et du SIDA aux programmes d'orientation générale et autres curricula

Au niveau national :

- La politique en matière de programmes d'enseignement a été modifiée afin d'intégrer le VIH et le SIDA dans le module relatif aux compétences nécessaires dans la vie courante et d'en faire un élément de toutes les autres matières enseignées.
- Les matériels de formation ont été revus et modifiés pour (i) les différents niveaux (primaire, secondaire et supérieur) ; (ii) les utilisations locales ; et (iii) la mise en conformité avec les méthodes axées sur les résultats scolaires.

Au niveau des districts :

- Des centres de documentation ont été mis en place.
- Des matériels d'information et autres sont diffusés en appui à la mise en œuvre.
- Des systèmes de mentorat et de suivi ont été mis en place pour assurer la conformité avec les programmes d'enseignement.

Au niveau des écoles :

- Les cours sur les compétences nécessaires dans la vie courante et sur le VIH et le SIDA ont lieu conformément au calendrier.
- Des cours axés sur le VIH et le SIDA sont dispensés dans toutes les matières.
- Des jeunes ont été recrutés et formés à l'éducation par les pairs et bénéficient d'un soutien pour des activités de groupe.
- Des systèmes ont été mis en place pour assurer le suivi du programme relatif aux compétences nécessaires dans la vie courante et au VIH et au SIDA.

7. Soutien holistique au personnel et aux apprenants infectés ou affectés

- Un système d'identification, de soutien et de suivi des orphelins et autres enfants vulnérables a été mis au point et appliqué et fait l'objet d'un suivi régulier.

- Le système des cantines scolaires fournit un repas par jour à tous les apprenants dans les écoles primaires.
- Les éducateurs ont participé à des sessions d'information sur les signes, les symptômes et la gestion du VIH chez les jeunes.
- Des dispositions spéciales ont été prises pour les enfants infectés ou affectés (supervision de la prise de médicaments, apprentissage à la maison si nécessaire, horaires réduits pour les enfants qui s'occupent de parents et/ou de frères et sœurs).
- Un service de conseil a été créé pour les situations de crise, de deuil, etc.
- Des systèmes ont été mis en place à l'intention des éducateurs infectés ou affectés - accommodements raisonnables, par exemple.
- Un répertoire pour l'orientation vers les centres de soins locaux a été établi et diffusé.

8. Formation et renforcement des capacités pour relever le défi du VIH et du SIDA

Au stade de la formation initiale :

- Compte tenu de la demande prévue d'éducateurs supplémentaires, le quota annuel d'admissions dans les établissements de formation des enseignants a été accru.
- Des éducateurs spécialisés ont été formés, conformément à la demande nationale de tels spécialistes.

Au stade de la formation en cours d'emploi :

- Les éducateurs chargés des cours d'orientation générale ont reçu une formation sur le VIH et le SIDA.
- Certains éducateurs ont reçu une formation de conseiller.
- Un système de mentorat et de soutien à l'intention des éducateurs et des conseillers a été institutionnalisé.
- Un appui est apporté à toutes les activités de formation et de renforcement des capacités.
- Une base de données sur les ressources disponibles a été mise au point et diffusée.
- Des ressources et autres matériels ont été commandés ou mis au point pour combler les lacunes.

9. Partenariats pour une meilleure réponse au VIH et au SIDA

- Une base de données sur les partenaires nationaux a été constituée.
- Une stratégie de mobilisation du secteur de l'éducation a été définie et appliquée.

Le VIH et le SIDA occupent une place prééminente dans les travaux de la conférence biennale sur l'éducation.

Au niveau des districts :

- Une base de données des partenaires dans le district a été constituée.
- Des rôles, des responsabilités et des engagements ont été définis.
- Des consultations sont régulièrement organisées avec ces partenaires.

Au niveau des écoles :

- Des séances d'orientation sur les compétences nécessaires dans la vie courante et sur le VIH et le SIDA ont été organisées à l'intention des parents.
- Des séances d'information sur le VIH et le SIDA à l'intention des associations de parents et d'enseignants et des organes directeurs des écoles sont régulièrement organisées.

10. Programmes axés sur la recherche

- Un agenda de recherche a été défini, à partir des travaux déjà effectués et des lacunes recensées.
- Des études ont été commandées pour trouver des réponses aux questions prioritaires.

2.3 Où se situent les lacunes ?

On manque de données empiriques propres à structurer des réponses efficaces au VIH et au SIDA dans le secteur de l'éducation. Certaines des principales lacunes à cet égard ont trait aux :

POLITIQUES - notamment aux informations sur :

- Les cadres juridiques et les politiques efficaces pour promouvoir l'inclusion, la lutte contre la violence et le harcèlement sexuel et la protection des éducateurs et des apprenants contre la discrimination.
- Les mesures d'appui à la mise en œuvre des politiques.

DONNÉES - notamment des données précises et pertinentes qui aident à analyser l'impact actuel et à prévoir l'impact futur de l'épidémie afin de planifier en connaissance de cause les réponses du secteur de l'éducation et, plus précisément, de produire des données sur :

- Les comportements à risque s'agissant du VIH et les facteurs qui accroissent ce risque dans différents sous-groupes du personnel et des apprenants dans le secteur de l'éducation afin d'induire des changements de comportement et d'autres interventions préventives.
- La prévalence du VIH parmi les éducateurs et la mesure dans laquelle ces derniers cachent leur condition par peur de la stigmatisation et de la discrimination, afin de faciliter les interventions en matière de traitement, de soins et de soutien.
- La mesure dans laquelle l'absentéisme et la diminution du nombre des enseignants sont liés au VIH et au SIDA et à d'autres facteurs.
- Le nombre et la situation des apprenants infectés ou affectés, pour mieux planifier la réponse à leurs besoins.
- L'impact de l'absentéisme et de la diminution du nombre des enseignants sur la qualité de l'éducation.
- L'impact du VIH et du SIDA sur la fréquentation et les résultats scolaires des apprenants.
- L'ampleur et l'impact de la violence et du harcèlement sexuel dans les contextes éducatifs.

PROGRAMMES – notamment :

- Une meilleure compréhension des approches efficaces pour faire en sorte que les enfants continuent de bénéficier d'une éducation de qualité et de connaissances et de qualifications nécessaires à la survie.
- Donner aux enseignants la formation, l'éducation et le soutien nécessaires pour dispenser une éducation relative au VIH et au SIDA.
- Améliorer les connaissances, les attitudes, les qualifications et les comportements des enseignants eux-mêmes.
- L'éducation relative au VIH et au SIDA, notamment les programmes et méthodes d'enseignement et les manuels d'apprentissage.
- Prévoir des modalités d'éducation souples pour les apprenants qui ne sont pas continuellement dans le système formel.
- Fournir un soutien aux éducateurs et aux apprenants qui vivent avec le VIH.
- Favoriser la participation des communautés à l'éducation relative au VIH et au SIDA.

IMPACTS - notamment de meilleures données de référence, des systèmes de suivi et d'information efficaces et des indicateurs standard permettant de mesurer les résultats et les impacts, pour les éducateurs et les apprenants.

BIBLIOGRAPHIE

- ADEA. 2003. *Les réponses efficaces à la pandémie du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation : de l'analyse à l'action*. Rapport de la Conférence ministérielle en Afrique centrale, Gabon 2003.
- BADCOCK-WALTER, P. et WHITESIDE, A. 2000. *HIV/AIDS and development in the education sector*. Durban, HEARD, Université du KwaZulu-Natal.
- BAILEY, W. et Mc CAW-BINNS, A. 2004. *HIV & AIDS and education in Jamaica*. Kingston, Université des Indes occidentales.
- BENNELL, P., HYDE, K.A.L. et SWAINSON, N. 2002. *The impact of the HIV and AIDS epidemic on the education sector in sub-Saharan Africa: A synthesis of the findings and recommendations of three country studies – Botswana, Malawi and Uganda*. Brighton, Centre for International Education, Université du Sussex.
- BOLER, T. 2003. *Approaches to examining the impact of HIV and AIDS on teachers*. Londres, Royaume-Uni. Groupe de travail sur l'éducation et le VIH/SIDA, Save the Children RU et ActionAid International.
- BOLER, T. et JELLEMA, A. 2005. *Deadly Inertia: A cross-country study of educational responses to HIV/AIDS*. Bruxelles, Campagne mondiale pour l'éducation.
- Équipe de travail inter-institution (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation. 2006a. *Enquête mondiale sur l'état de préparation du secteur éducatif face au VIH et au SIDA 2004 : implications en termes de politique pour l'éducation et le développement*. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001446/144625f.pdf>
- Équipe de travail inter-institution (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation, 2006b. *Pour une éducation de qualité face au VIH et au SIDA*. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001461/146115f.pdf>
- Internationale de l'Éducation. 2000. *Results of the EI Survey concerning HIV-Related Actions and Policies of Teachers' Unions, Ministries of Education and Ministries of Health*. Bruxelles, Internationale de l'Éducation. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001469/146933E.pdf>
- MORRISSEY, M. 2005. *Response of the education sector in the Commonwealth Caribbean to the HIV and AIDS epidemic: A preliminary overview*. Genève, OIT.
- NZIOKA, C. 2005. *HIV & AIDS Policies and Programmes in the Education Systems of SADC countries*. Paris, UNESCO IIPE.
- OIT. 2001. *Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail*. Genève, OIT. <http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aid/publ/codelanguage.htm>
- OIT et UNESCO. 2006a. *HIV and AIDS workplace policy for the education sector in the Caribbean*. Port of Spain, OIT et UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001472/147278E.pdf>
- OIT et UNESCO. 2006b. *HIV and AIDS workplace policy for the education sector in Southern Africa*. Genève, OIT et UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001469/146933E.pdf>
- REHLE, T., SHISANA, O., GLENCROSS, D. et COLVIN, M. 2005. *HIV-positive educators in South African public schools: Predictions for prophylaxis and antiretroviral therapy*. Établi à l'intention du Conseil des relations professionnelles dans l'enseignement, du Conseil de la recherche en sciences humaines et du Conseil de la recherche médicale d'Afrique du Sud, Le Cap, Conseil de la recherche en sciences humaines.
- RUGALEMA, G. et KHANYE, V. 2002. *Mainstreaming HIV and AIDS in the education systems in sub-Saharan Africa: Some preliminary insights*.
- SCHIERHOUT, G., KINGHORN, A., GOVENDER, R., MUNGAJ, J. et MORELY, P. 2004. *Quantifying effects of illness and death on education at school level: Implications for HIV and AIDS responses*. Rapport final présenté au Centre conjoint d'études politiques et économiques. Rosebank, Afrique du Sud, Health and Development Africa. <http://www.jeapp.org.za/attachmentphp?attachmentid=6>
- SENDEROWITZ, J. et KIRBY, D. 2006. *Standards for Curriculum-Based Reproductive Health and HIV Education Programs*. Arlington (Virginie), Family Health International/YouthNet.
- SMART, R. et MATALE, S. 2003. *Mainstreaming HIV and AIDS across DFID Zambia programme*. Londres, Département du développement international (DFID).
- UNESCO. 2003. *Gender and Education for All: The leap to equality. EFA Global Monitoring Report 2003-4: Summary report*. Paris, UNESCO.
- UNESCO et ONUSIDA. 2003. *HIV/AIDS and education. A toolkit for Ministries of Education*. Bangkok, UNESCO Bangkok.

- UNESCO Nairobi. 2005. *From policy to practice: An HIV and AIDS training kit for education sector professionals*. Nairobi, UNESCO Nairobi.
- UNESCO Bangkok. 2005a. *Reducing HIV/AIDS vulnerability among students in the school setting: A teacher training manual*. Bangkok, UNESCO Bangkok. http://www2.unescobkk.org/elib/publications/hiv_aids_manual/index.htm
- UNESCO Bangkok. 2005b. *UNESCO Bangkok Newsletter*. No 4, Août 2005.
- UNESCO. 2008. *EDUSIDA: Cadre d'action. 2nd Edition*. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001473/147360F.pdf>
- UNESCO. 2007. *Stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA*. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001499/149998f.pdf>
- UNESCO IPE et ESART. 2007. *Educational Planning and Management in a World with AIDS* (publication en série). Paris, UNESCO IPE.

RÉPONSE DE L'UNESCO AU VIH ET AU SIDA

En ses qualités d'organisme des Nations Unies doté d'un mandat dans le domaine de l'éducation et de membre fondateur et coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), l'UNESCO aborde l'épidémie de manière globale. Elle est consciente que l'éducation peut jouer un rôle capital dans la prévention du VIH et que l'un de ses principaux rôles est d'aider les apprenants et les éducateurs, dans les systèmes d'éducation formelle et non formelle, à éviter l'infection. Elle est aussi consciente qu'il lui incombe de réagir à l'impact de l'épidémie sur les systèmes éducatifs et qu'il faut redoubler d'efforts pour s'attaquer aux problèmes relatifs aux soins, au traitement et au soutien qu'il faut apporter aux personnes infectées et affectées par le VIH.

La stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA à l'échelle mondiale, révisée en 2007, est guidée par les cinq principes clés suivants (UNESCO, 2007) :

- **Cohérence et concentration** : L'UNESCO coordonne et concentre ses efforts sur les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif et où elle peut apporter une valeur ajoutée, conformément à la division du travail instaurée par l'ONUSIDA et autres recommandations visant à améliorer la coordination.
- **Maîtrise et partenariat** : L'UNESCO soutient les processus multipartenaires visant à réaliser au niveau des pays les objectifs convenus sur le plan international.
- **Efficacité** : Afin de promouvoir des réponses efficaces et efficientes, l'UNESCO soutient des approches fondées sur les données factuelles disponibles et émergentes, des approches holistiques fondées sur les droits, culturellement appropriées, spécifiques à chaque âge et scientifiquement précises ; elle cherche à associer d'une manière pertinente les personnes vivant avec le VIH et d'autres partenaires principaux, encourage et favorise l'égalité entre les sexes et tire parti des forces et des capacités sans équivalent de tous ses secteurs.
- **Flexibilité** : Pour répondre à différents besoins dans différents contextes, l'UNESCO prône le « connaître son épidémie ».
- **Action durable** : Le SIDA doit être reconnu comme une urgence de long terme qui exigera des décennies d'action stratégique pérenne.

Les cinq actions principales du programme de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA sont les suivantes :

- Plaidoyer et soutien en faveur de politiques et de pratiques fondées sur des données factuelles ;
- Conseil en matière de politiques et de programmes ;
- Appui technique et renforcement des capacités ;
- Coordination et harmonisation ;
- Suivi, mesure et évaluation des progrès.

Toutes les activités de l'UNESCO relatives au VIH et au SIDA reposent sur les principes fondamentaux selon lesquels elles doivent être scientifiquement précises, techniquement appropriées, favorables à l'égalité entre les sexes, spécifiques à chaque âge et enracinées dans les droits de l'homme, associant toutes les personnes qui vivent avec le VIH à tous les stades de la conception et de la mise en œuvre des interventions.

Pour tout complément d'information sur la réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA, voir <http://www.unesco.org/aids>

OUTILS D'APPUI FONCTIONNELS D'EDUSIDA

Fiches techniques

Il s'agit de fiches de deux pages résumant les principales questions relatives aux éléments essentiels de la réponse globale du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA. Réparties sur les cinq éléments essentiels de cette réponse, toutes ces fiches sont destinées aux responsables des ministères de l'éducation et d'autres organismes chargés d'aider à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, à la définition des allocations budgétaires et à l'exécution des programmes à l'intention du personnel du secteur de l'éducation et des apprenants. Chaque fiche est censée constituer une référence autonome. Ensemble, elles apportent une série continue et détaillée de lignes directrices sur les activités requises pour faire face à l'épidémie au niveau national.

Aperçus des ressources pratiques

Il s'agit de présentations succinctes de certaines des principales ressources relatives à différents éléments de la réponse - sur le plan des politiques et des programmes du secteur de l'éducation au VIH & SIDA. Chacun de ces aperçus contient un bref synopsis de chaque ressource, de sa finalité, de son contenu et de ses modalités d'accès.

Pour tout complément d'information et pour accéder aux ressources susmentionnées, voir <http://www.educaids.org>.

Liste exhaustive des fiches techniques :

Éléments d'une réponse globale	Intitulé des fiches techniques
Éducation de qualité	Éducation de qualité et VIH & SIDA
	Fonder la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA sur le respect des droits de l'homme
	Pour une approche sexospécifique des réponses du secteur de l'éducation
	Pour une éducation au VIH et au SIDA adaptée au contexte culturel
	Éducation des filles et prévention du VIH
	Éducation pour les orphelins et les enfants devenus vulnérables par le VIH et le SIDA
	Éducation au VIH et au SIDA pour les minorités
	Éducation au VIH et au SIDA pour les réfugiés et les personnes déplacées internes
	Prévention du VIH ciblée vers les populations clés
	Promouvoir une participation accrue des personnes vivant avec le VIH aux réponses du secteur de l'éducation
Contenu, programmes et matériels d'apprentissage	Des curricula pour l'éducation au VIH et au SIDA
	Combattre la stigmatisation et la discrimination associées au VIH
	Éducation relative au VIH et au SIDA à l'école primaire
	Éducation relative au VIH et au SIDA dans l'enseignement secondaire
	Réponses de l'enseignement supérieur au VIH et au SIDA
Formation et soutien des éducateurs	Formation des éducateurs au VIH et au SIDA
	Créer un environnement favorable pour les enseignants dans le contexte du VIH et du SIDA
	Soutien psychosocial aux élèves affectés ou infectés par le VIH
	Renforcer les liens entre l'école et la communauté
Politique, gestion et systèmes	Politiques sur le lieu de travail en matière de VIH et SIDA dans le secteur de l'éducation
	Analyse de la situation, condition d'une réponse efficace du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA
	Modèles de projection pour le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation
	Gérer les capacités humaines du secteur de l'éducation face au VIH et au SIDA
	Coordination et partenariats stratégiques en matière d'éducation au VIH et au SIDA
	Financement international de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA
	Plaidoyer en faveur d'une réponse globale du secteur de l'éducation
	Suivi et évaluation des réponses du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA
Approches et points d'entrée type	L'éducation fondée sur les compétences nécessaires à la vie courante pour la prévention du VIH
	Santé scolaire et prévention du VIH
	L'éducation au VIH et au SIDA des jeunes déscolarisés
	La prévention de la consommation de drogue dans le contexte de l'éducation au VIH et au SIDA
	L'alimentation scolaire et VIH & SIDA
	L'éducation au traitement du VIH et du SIDA
	Rôle de la communication et des médias dans la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA
	Prévention conçue avec et pour les personnes qui vivent avec le VIH

Visitez le site Internet EDUSIDA, <http://educuids.org>, pour obtenir des versions à jour et des fiches techniques additionnelles ainsi que d'autres instruments de soutien à la mise en oeuvre d'EDUSIDA. Toutes les ressources sont disponibles sur CD-ROM dans les six langues des Nations Unies (anglais, français, espagnol, russe, arabe, chinois) et en portugais.

SITES WEB UTILES

- Réponse de l'UNESCO au VIH et au SIDA
<http://www.unesco.org/aids>
- EDUSIDA
<http://www.educaids.org>
- ETII sur l'éducation de l'ONUSIDA
<http://www.unesco.org/aids/iatt>

Centres d'échanges d'informations de l'UNESCO sur l'éducation et le VIH & SIDA²

- Centre d'échanges d'informations sur l'impact du VIH et SIDA sur l'éducation - UNESCO IPE
<http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/>
- Banque mondiale de curricula d'éducation préventive sur le VIH et SIDA - UNESCO BIE
<http://www.ibe.unesco.org/HIVAids.htm>
- Centre d'échanges d'informations sur le VIH et SIDA - UNESCO Bangkok
<http://www.unescobkk.org/index.php?id=436>
- Centre d'échanges d'informations sur le VIH et SIDA pour l'Afrique orientale et centrale - UNESCO Nairobi
<http://hivaids.nairobi-unesco.org/>
- Centre régional d'échanges d'informations sur le VIH et SIDA et l'éducation préventive - UNESCO Dakar
http://www.dakar.unesco.org/clearing_house/SIDA.shtml
- Base de données sur l'éducation et le VIH et SIDA - UNESCO Harare
<http://www.harare.unesco.org/hivaids/>
- Centro Virtual Regional de Distribución de Información sobre VIH/SIDA y Educación - UNESCO Santiago
http://hivaidsclearinghouse.unesco.org/ev_en.php?ID=5334_201&ID2=DO_TOPIC

Bureaux hors Siège de l'UNESCO²

L'UNESCO dispose de bureaux hors Siège - bureaux régionaux, bureaux multipays et bureaux nationaux - dans les villes suivantes :

Abuja, Accra, Addis-Abeba, Almaty, Amman, Apia, Bamako, Bangkok, Beijing, Beyrouth, Brasilia, Brazzaville, Bujumbura, Le Caire, Dakar, Dar es-Salaam, Dhaka, Doha, Genève, Hanoi, Harare, La Havane, Islamabad, Jakarta, Kaboul, Katmandou, Kigali, Kingston, Kinshasa, Libreville, Lima, Maputo, Mexico, Montevideo, Moscou, Nairobi, New Delhi, New York, Phnom Penh, Port-au-Prince, Quito, Rabat, San José, Santiago, Tachkent, Téhéran, Venise, Windhoek et Yaoundé.

Pour tout complément d'information sur les bureaux hors Siège de l'UNESCO, voir la page Web : http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=34016&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

2 L'UNESCO a fusionné tous ces centres d'échanges d'informations pour mettre en place un point d'accès unique à toutes ces bases de données : <http://hivaidsclearinghouse.unesco.org>

Organismes qui coparrainent l'ONUSIDA

- Banque mondiale
<http://www.worldbank.org/aids>
- FNUAP - Fond des Nations Unies pour la population
<http://www.unfpa.org/hiv/index.htm>
- HCR – Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/protect?id=401915744>
- OIT - Organisation internationale du Travail
<http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/>
- OMS - Organisation mondiale de la santé
<http://www.who.int/hiv/en/>
- ONUDC - Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
http://www.unodc.org/unodc/drug_demand_hiv_aids.html
- PAM - Programme alimentaire mondial
http://www.wfp.org/food_aid/food_for_hiv/index.asp?section=12&sub_section=1
- PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement
<http://www.undp.org/hiv/>
- Secrétariat de l'ONUSIDA
<http://www.unaids.org>
- UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<http://www.unesco.org/aids>
- UNICEF - Fond d'intervention des Nations Unies pour l'enfance
<http://www.unicef.org/aids/>

BROCHURE N°

1

Aspects généraux

POLITIQUES RATIONNELLES ET BONNES PRATIQUES SUR L'ÉDUCATION ET LE VIH & SIDA

La présente brochure est la première d'une série de publications consacrées aux principaux axes de travail de l'UNESCO sur le VIH, le SIDA et le secteur éducatif. Elle explique pourquoi le VIH et le SIDA sont des questions importantes pour le secteur éducatif, recense les failles des politiques et programmes actuels, et souligne l'absence d'éléments d'information.

La brochure 2 aborde les questions qui concernent les apprenants dans le contexte du VIH et du SIDA, notamment les droits et l'accès à l'éducation, à la protection, à la connaissance et aux compétences, aux soins et au soutien. La brochure 3 traite des questions qui concernent les éducateurs dans le contexte du VIH et du SIDA, notamment la formation, la conduite à adopter, les soins et le soutien. La brochure 4 porte sur le rôle et l'importance des partenariats stratégiques pour ce qui est de renforcer la réponse du secteur éducatif au VIH et au SIDA, tandis que la brochure 5 s'intéresse plus particulièrement à la question d'un enseignement efficace, à l'aide d'exemples concrets.

Ces brochures sont principalement destinées aux décideurs, gestionnaires et responsables de gouvernements, de bailleurs de fonds et d'ONG travaillant dans le secteur de l'éducation. Nous espérons qu'elles aideront également les directeurs d'établissements scolaires, administrateurs, professeurs principaux, enseignants et autres éducateurs à relever quelques-uns des défis que présente l'épidémie de VIH et de SIDA.

Pour plus d'informations
sur le travail de l'UNESCO en matière de VIH et de
SIDA, consulter le site
<http://www.unesco.org/aids> ou écrire à
aids@unesco.org.